



# **RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE**

*Budget 2026*

*Version validée en Commission Finances du 20/01/2026*

## **PREAMBULE**

Le **Débat d'orientations Budgétaires** représente une étape essentielle de la procédure budgétaire des collectivités. Il participe à l'information des élus et favorise la démocratie participative des assemblées délibérantes en facilitant les discussions sur les priorités et les évolutions de la situation financière d'une collectivité préalablement au vote du budget. Avec le passage à la M57, il doit se dérouler dans les 10 semaines qui précèdent le vote du budget.

La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République a modifié substantiellement **l'article L. 2312-1 du Code général des collectivités territoriales** précisant les obligations des communes, et parallèlement des établissements publics à coopération intercommunale en matière de DOB stipulant dorénavant :

*« Dans les communes de 3 500 habitants et plus, ou EPCI qui comprennent au moins une commune de plus de 3500 habitants, le maire (ou Président de l'EPCI) présente au Conseil Municipal (ou Conseil Communautaire), dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires (ROB), les engagements pluriannuels envisagés, ainsi que sur la structure et la gestion de la dette.*

*Ce rapport donne lieu à un débat au Conseil Municipal (Conseils Communautaires pour les EPCI) dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article L. 2121-8. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique.*

*Dans les communes de plus de 10 000 habitants, le rapport mentionné au deuxième alinéa du présent article comporte, en outre, une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. Ce rapport précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail.*

*Il est transmis au représentant de l'État dans le département et au président de l'établissement public de coopération intercommunale dont la commune est membre ; il fait l'objet d'une publication. Le contenu du rapport ainsi que les modalités de sa transmission et de sa publication sont fixés par décret.*

*Les dispositions du présent article s'appliquent aux établissements publics administratifs des communes de 3 500 habitants et plus. »*

Le ROB constitue ainsi une obligation légale pour toutes les communes de plus de 3500 habitants, les EPCI qui comprennent au moins une commune de plus de 3500 habitants, les départements, les régions et les métropoles. Le ROB des EPCI devant être obligatoirement transmis aux communes membres, et celui des communes de plus de 3 500 habitants au président de l'EPCI dont la commune est membre, dans un délai de 15 jours (décret 2016-841 du 24/06/2016).

Le PLF2024 fait état d'un nouveau dispositif, obligeant les collectivités à joindre une annexe informative au ROB présentant les impacts environnementaux sur le budget. Cet état présente les dépenses d'investissement qui au sein du budget contribue négativement ou positivement aux objectifs de transition écologiques de la France.



# Table des matières

|  |    |
|--|----|
| <b>Contexte International et zone Euro</b> .....   | 5  |
| La croissance mondiale a été résiliente, mais elle devrait se modérer.....   | 5  |
| L'inflation devrait continuer de converger vers les objectifs des banques centrales.....   | 5  |
| Des réformes structurelles attendues pour renforcer les perspectives de croissance.....  | 6  |
| Les effets des politiques monétaires européennes .....   | 6  |
| <b>Contexte National</b> .....   | 7  |
| Les prévisions annoncées de croissance en 2026 sont de +1% avec une inflation projetée à +1.3%.....                                      | 7  |
| La dette publique et les dépenses publiques poursuivent leur progression .....   | 8  |
| Mesures loi spéciale pour les collectivités locales .....  | 8  |
| <b>Contexte Local - Verdun-sur-Garonne</b> .....   | 10 |
| Des dotations de l'État en hausse régulière renforçant leur poids dans les recettes communales .....                                     | 11 |
| Chiffres Verdun-sur-Garonne issus des données DGF 2025 transmises par l'État : .....   | 12 |
| <b>1. Poids de la dette et de la fiscalité</b> .....   | 16 |
| 1.1- Le stock de dette et son profil d'extinction.....   | 16 |
| Le poids de la dette par habitant – comparatif panel :.....  | 16 |
| Un ratio plus pertinent : la capacité de désendettement .....  | 16 |
| 2026 - remboursement annuel de la dette en capital et en intérêts : des échéances importantes en début et en fin d'exercice :.....       | 17 |
| 1.2- La fiscalité.....   | 18 |
| L'évolution des bases : une progression au ralenti voire une régression pour certaines taxes ...   | 18 |
| Des taux inchangés depuis 2014 malgré des réformes de la fiscalité locale complexifiant la lisibilité pour le contribuable/citoyen ..... | 20 |
| Comparatif du taux de la taxe foncière par rapport aux communes voisines .....   | 20 |
| Une évolution progressive des produits par un « effet base » .....   | 22 |
| <b>2. Les recettes de fonctionnement</b> .....   | 23 |
| Une part résiduelle mais non négligeable des autres recettes (hors fiscalité et dotations).....  | 23 |
| <b>3. Les charges de fonctionnement</b> .....  | 26 |
| 3.1- Les charges à caractère général et de gestion courante.....   | 27 |
| Les charges à caractère général : des efforts de gestion constants.....  | 27 |
| Les charges de gestion courantes : des participations d'abord rationalisées puis maintenues ...  | 28 |
| 3.2- Les dépenses de personnel : fidélisation et attractivité pour l'avenir tout en contenant les augmentations exogènes .....           | 29 |
| <b>4. Le Plan Pluriannuel de Fonctionnement</b> .....  | 32 |

|   |           |
|---|-----------|
| L'analyse prospective macro : un effet ciseaux de plus en plus marqué .....   | 32        |
| Le calcul prudent de l'évolution des recettes de fonctionnement .....   | 33        |
| Levier fiscal : différents scénarii possibles pour maîtriser l'effet ciseaux .....  | 33        |
| Maîtriser la progression des dépenses de fonctionnement.....  | 36        |
| La matrice des risques budgétaires souligne des fragilités potentielles.....  | 37        |
| <b>5. Plan pluriannuel d'investissement .....</b>   | <b>39</b> |
| 5.2- Zoom sur les projets majeurs .....   | 41        |
| 5.2.1 Projet 2022 – 2025 / Réhabilitation du parc des sports – AP votée pour 2,65 M€ .....  | 41        |
| 5.2.2 - Projet 2023 – 2025 /Création et fonctionnement d'un centre de santé – AP votée pour 1,55M€ .....  | 42        |
| 5.2.3 - Projet 2023 - 2027 / Création de locaux associatifs dans le bâtiment Baggi – AP votée de 1,9M€.....   | 44        |
| 5.2.4 - Projet 2023 – 2027 / Rénovation du bâtiment « centre de tri » de la Poste – nouveau bureau de police municipale et parc de vidéoprotection..... | 46        |
| 5.2.5 – Le rappel des autres Autorisations de Programmes (AP) et opérations en cours .....  | 47        |
| 5.2.6 - Projet 2023 – 2027 (maîtrise d'ouvrage Département) / Création d'un gymnase attenant au collège – participation communale d'1,9 M€ maximum..... | 47        |
| <b>5.3- Le Plan Pluriannuel d'Investissement global.....</b>  | <b>49</b> |
| Annexe 1 : Organigramme en ETP – JANV 2026 (agents actifs).....   | 50        |
| Annexe 2 : Synthèse profil de dette de la commune .....   | 51        |
| Annexe 3 : Tableau financier .....  | 57        |
| Annexe 4 : Information impacts environnementaux.....  | 58        |
| Annexe 5 : Divers éléments d'analyse financière .....   | 60        |

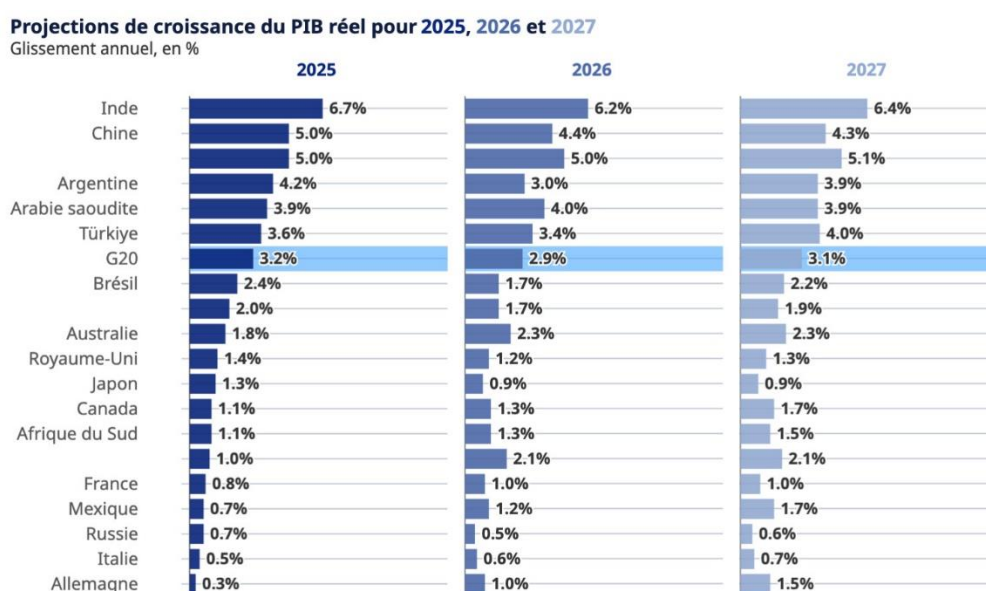
# Contexte International et zone Euro

(source OCDE)

## La croissance mondiale a été résiliente, mais elle devrait se modérer

La croissance du PIB mondial devrait ralentir, passant de 3.2% en 2025 à **2.9% en 2026**, avant de se redresser légèrement à 3.1% en 2027. L'activité à court terme devrait se tasser à mesure que la hausse des taux de droits de douane effectifs se répercutera progressivement sur l'économie, pesant sur l'investissement et sur les échanges, sur fond de persistance des incertitudes géopolitiques et liées à l'action publique.

En France, selon les projections, la croissance du PIB devrait diminuer à 0.8% en 2025, avant de remonter à **1% en 2026 et 2027**. L'incertitude, tant sur le plan national qu'international a pesé sur la croissance en 2025, entraînant un report des décisions de consommation et d'investissement, même si la vigueur des exportations du secteur aéronautique a quelque peu contrebalancé ce phénomène.



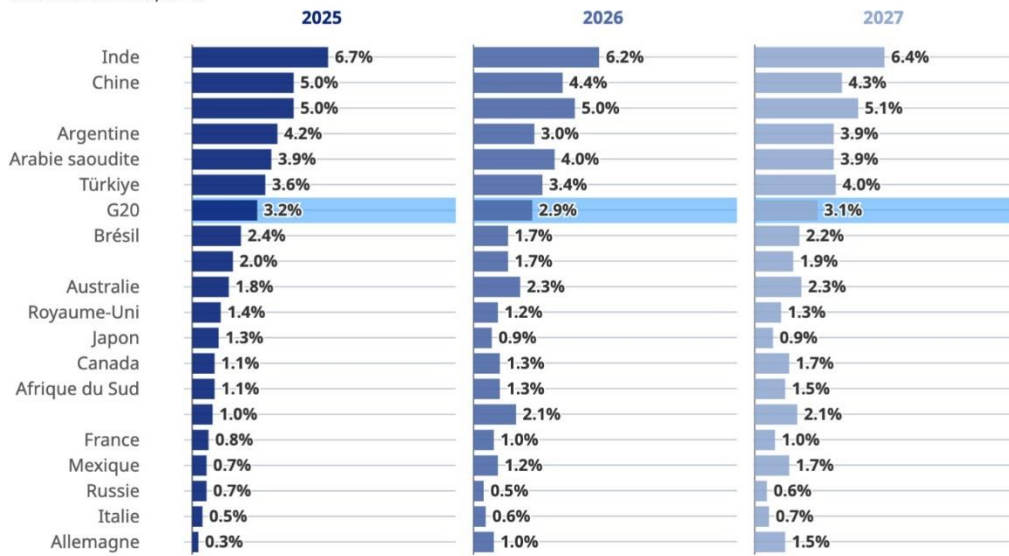
Source : Perspectives économiques de l'OCDE, décembre 2025

## L'inflation devrait continuer de converger vers les objectifs des banques centrales

L'inflation globale demeure persistante dans certaines régions, mais devrait se replier vers l'objectif d'ici à 2027 dans la quasi-totalité des grandes économies. L'inflation annuelle mesurée par les prix à la consommation dans les pays du G20 devrait s'atténuer, passant de 3.4% cette année à 2.8% en 2026 et 2.5% en 2027.

Les projections d'inflation en France seraient de 1% en 2025, 1.3% en 2026 et 1.6% en 2027.

### Projections de croissance du PIB réel pour 2025, 2026 et 2027 Glissement annuel, en %



Source : Perspectives économiques de l'OCDE, décembre 2025

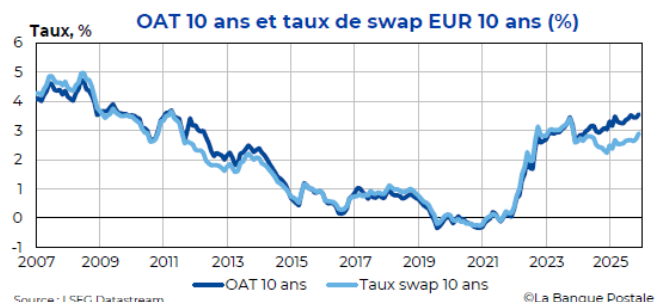
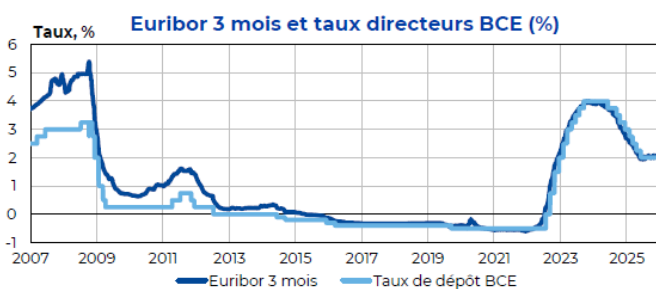
### Des réformes structurelles attendues pour renforcer les perspectives de croissance

La croissance de la productivité et le dynamisme économique ont ralenti au cours des deux dernières décennies. Depuis la fin des années 1990, la croissance de la production par habitant a diminué d'environ un point de pourcentage dans les pays de l'OCDE, tandis que le ralentissement continu de la productivité multifactorielle fait craindre un essoufflement des moteurs de l'innovation et de la dynamique des entreprises.

La poursuite de réformes structurelles ou de réglementations sembleraient de nature à soutenir la croissance et notamment renforcer la dynamique des entreprises et la croissance de la productivité.

### Les effets des politiques monétaires européennes

#### Évolution des taux d'intérêt



#### Taux d'intérêt : politique monétaire normalisée, taux longs sous pression

L'inflation en zone euro est globalement revenue à la cible de 2 % de la BCE : elle a atteint 2,4 % en moyenne en 2024 (après 5,4 % en 2023) et 2,1 % en 2025. Cela a permis à la BCE de normaliser ses taux directeurs. Le taux de dépôt a ainsi diminué de 4,00 % en juin 2024 à 2,00 % en juin 2025, soit 8 baisses de 25 points de bases (pb) sur la période. La Présidente de la BCE a indiqué que la Banque Centrale arrivait au terme de son cycle d'assouplissement monétaire, le taux de dépôt étant proche de son niveau "neutre" pour l'économie. Les marchés n'anticipent donc pas d'évolution des taux directeurs courant 2026. Un ralentissement marqué de l'activité en 2026 pourrait inciter la BCE à positionner son taux directeur sous ce niveau, mais ce n'est pas ce qui est anticipé à ce stade.

Cette baisse des taux courts ne s'est pas traduite dans la partie longue des taux en zone euro : tout d'abord, le taux souverain à 10 ans de l'Allemagne (Bund) a été porté début 2025 par les annonces de relance budgétaire du gouvernement allemand (plan de relance de 500 Md€). Par ailleurs, la normalisation de la politique monétaire au Japon en fin d'année a entraîné une tension haussière sur les taux souverains mondiaux. Le taux allemand à 10 ans est ainsi passé de 2,2 % fin 2024 à 2,8 % fin 2025. En France, le contexte d'instabilité politique continue de jouer sur le niveau du taux à 10 ans de la France (OAT) : la prime de risque de la France s'est tendue depuis la dissolution de l'Assemblée nationale en juin 2024. Au total, le taux à 10 ans de la France atteint 3,6 % fin 2025 contre 3,0 % fin 2024. En 2026, l'OAT 10 ans pourrait rester proche de ce niveau avec le maintien d'un spread de taux durablement plus élevé vis-à-vis de l'Allemagne. L'évolution du contexte politique (vote du Budget, stabilité du gouvernement) et la capacité à assainir la trajectoire de finances publiques seront déterminantes dans le courant de l'année et constituent des éléments d'incertitudes importants.

# Contexte National

(source ministère de l'Économie et des finances – Direction générale du Trésor)

Freinée par les mesures commerciales américaines et le climat d'incertitude prolongée, la croissance de l'économie française atteindrait +1.0% en 2026, tirée par la reprise de la demande intérieure dans un scénario de dissipation des incertitudes.

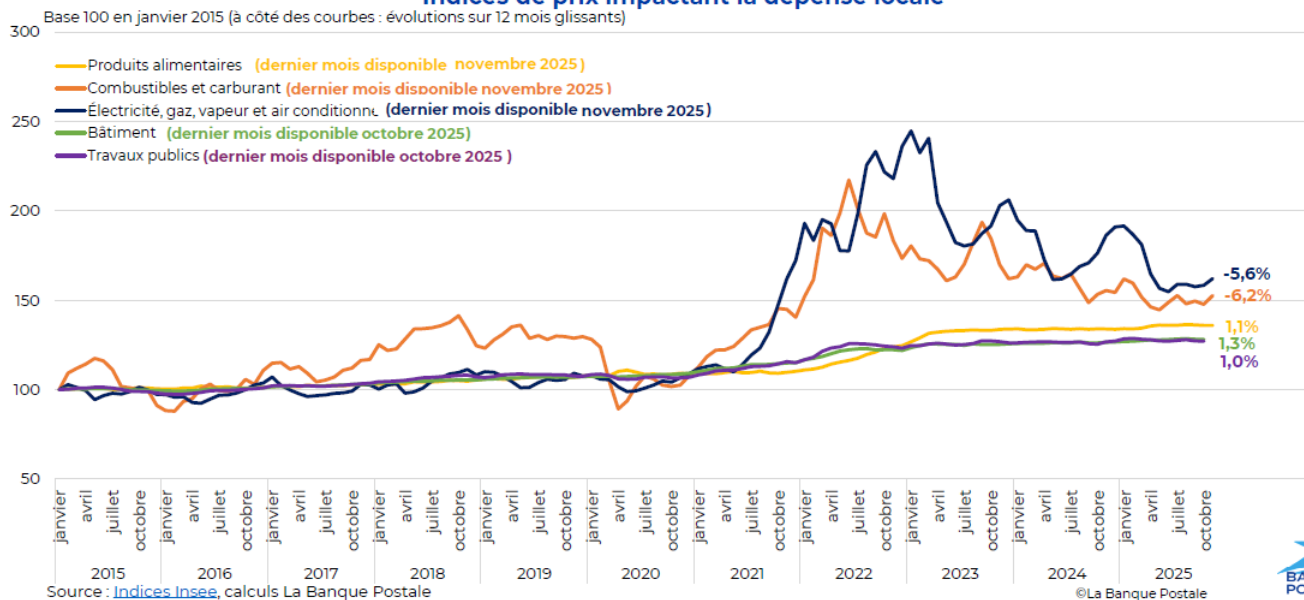
## **Les prévisions annoncées de croissance en 2026 sont de +1% avec une inflation projetée à +1.3%**

En 2025, la croissance s'établit à 0.7%, la consommation des ménages et l'investissement privé pâtissant d'un climat d'incertitude élevée qui a pu alimenter des comportements attentistes des agents économiques. En 2026, la croissance s'élèverait à 1.0%. Elle serait essentiellement tirée par la demande intérieure privée, dans un scénario de dissipation des incertitudes domestiques. La consommation progresserait et l'investissement privé augmenterait, profitant aussi de la détente des conditions de financement.

L'inflation diminuerait en 2025, à +1.1 % en moyenne annuelle. Elle augmenterait et s'élèverait à +1.3 % en 2026. L'inflation serait plus élevée sous l'effet notamment de la stabilisation des prix de l'énergie (après la forte baisse des prix de l'électricité un an plus tôt).

En 2026, le solde public s'établirait à -4.7% du PIB, après un déficit de -5.4% en 2025, et à moins de 3 % en 2029, comme s'y est engagé le Gouvernement auprès des Français et de nos partenaires européens.

### Indices de prix impactant la dépense locale



### Prévisions de croissance (PIB volume)

| Prévisions annuelles France       | 2025  | 2026  |
|-----------------------------------|-------|-------|
| Insee (déc. 2025)                 | +0,9% | /     |
| Banque de France (déc. 2025)      | +0,9% | +1,0% |
| Commission européenne (nov. 2025) | +0,7% | +0,9% |
| OCDE (déc. 2025)                  | +0,8% | +1,0% |
| FMI (oct. 2025)                   | +0,7% | +0,9% |
| Gouvernement (PLF 2026)           | +0,7% | +1,0% |

| Prévisions annuelles Zone euro    | 2025  | 2026  |
|-----------------------------------|-------|-------|
| BCE (déc. 2025)                   | +1,4% | +1,2% |
| Commission européenne (nov. 2025) | +1,3% | +1,6% |
| OCDE (déc. 2025)                  | +1,3% | +1,2% |
| FMI (oct. 2025)                   | +1,2% | +1,1% |

### Prévisions d'inflation\*

| Prévisions annuelles France              | 2026                            |
|--|---------------------------------|
| Insee (déc. 2025)                        | +1,5 % (sur un an en juin 2026) |
| Banque de France (déc. 2025) - IPCH      | +1,3%                           |
| Commission européenne (nov. 2025) - IPCH | +1,3%                           |
| OCDE (déc. 2025)                         | +1,3%                           |
| FMI (oct. 2025) - IPCH                   | +1,5%                           |
| Gouvernement (PLF 2026)                  | +1,3%                           |

| Prévisions annuelles Zone euro           | 2026  |
|--|-------|
| BCE (déc. 2025) - IPCH                   | +1,9% |
| Commission européenne (nov. 2025) - IPCH | +1,9% |
| OCDE (déc. 2025) - IPCH                  | +1,9% |
| FMI (oct. 2025) - IPCH                   | +1,9% |

\*Les prévisions d'inflation sont mesurées par l'indice des prix à la consommation (IPC) ou, si précisé, par l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH). En France, en 2025 et selon les données provisoires publiées par l'Insee le 7 janvier 2026, les prix à la consommation (IPC) ont augmenté de **+0,9% en moyenne** (+0,9% pour l'IPCH également). L'inflation définitive pour l'année 2025 sera connue lors de la prochaine parution Insee (le 15/01/2026).

### **La dette publique et les dépenses publiques poursuivent leur progression**

La **dette publique** sera de 115.9% en 2025, avec une prévision à **117.9% en 2026** et les **dépenses publiques** sont de 56.8% en 2025 avec une prévision à **56.4% en 2026**.

### **Mesures loi spéciale pour les collectivités locales**

Comme l'an passé, La Loi de Finances n'a toujours pas été adoptée suite à la censure du gouvernement. **La Loi spéciale de finances, adoptée le 23 décembre 2025, garantit le versement de la DGF et le prélèvement des recettes au profit des collectivités territoriales.**

Cette loi spéciale devrait permettre de faire la transition entre 2025 et 2026 afin d'empêcher la paralysie budgétaire, avec l'annonce d'un vote de la LF2026 à la fin du mois de janvier. Elle comporte trois articles visant à autoriser le gouvernement :

- à **percevoir les ressources et impôts existants,**
- à **reconduire les prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** en vigueur en 2025,
- et **permettre à l'Etat d'emprunter** jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi de finances pour 2026.

Ci-dessous, le rappel des mesures de la loi spéciale appliquée aux collectivités territoriales jusqu'au vote de la loi de finances :

- **La DGF sera stable et garantie en ce début d'année.** Les collectivités percevront dès le mois de janvier leur DGF sur les bases du montant global et des règles d'attribution de

l'année 2025. Toutefois, le montant sera régularisé après l'approbation du prochain projet de loi de finances.

- **La DSIL** (Dotation de Soutien à l'Investissement Local) **pourra être versée.**
- Alors que les dotations **DETR et Fonds verts seront suspendues** jusqu'au vote de la loi.
- **Les règles d'attribution du FCTVA ne seront pas modifiées.**
- La **DCRTP** (Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle) **ne sera pas minorée.**
- **Le dispositif d'aides pour la rénovation des logements MaPrimRénov' est suspendu.**

## Contexte Local - Verdun-sur-Garonne

| Verdun-sur-Garonne | Capacité d'Autofinancement Brute | Capacité d'Autofinancement Nette | Commentaires  |
|--------------------|----------------------------------|----------------------------------|---|
| 2012               | 500 099 €                        | 66 561 €                         | En effet la CAF nette positive de 2012 n'est due qu'à une opération exceptionnelle de gestion de 234 000€ impactant positivement le résultat de fonctionnement. La CAF nette est structurelle déficitaire à cause d'un endettement élevé au regard de l'excédent de fonctionnement (CAF nette = CAF brute - remboursement en capital de la dette) |
| 2013               | 643 033 €                        | - 26 329 €                       |   |
| 2014               | 399 927 €                        | - 47 742 €                       |   |
| 2015               | 613 100 €                        | 123 857 €                        | 1er exercice d'inversion de tendance suite à différentes rationalisations et réorganisation de gestion. CAF nette positive structurellement sans cession.   |
| 2016               | 624 697 €                        | 119 331 €                        | CAF nette positive structurellement sans cession.   |
| 2017               | 898 941 €                        | <b>308 972 €</b>                 | Progression de la CAF nette (sans cessions)   |
| 2018               | 885 786 €                        | <b>309 897 €</b>                 | Stabilisation et pérennisation d'une CAF nette positive (sans cessions)   |
| 2019               | 1 009 861 €                      | <b>433 972 €</b>                 | Progression de la CAF nette (sans cessions)   |
| 2020               | 941 169 €                        | <b>377 419 €</b>                 | Objectif mandat : CAF nette toujours supérieure à 300K€   |
| 2021               | 1 033 000 €                      | <b>470 000 €</b>                 | <a href="#">Objectif mandat : CAF nette toujours supérieure à 300K€ - chiffres DGFIP</a>  |
| 2022               | 1 068 000 €                      | <b>606 000 €</b>                 | <a href="#">Objectif mandat : CAF nette toujours supérieure à 300K€ - chiffres DGFIP</a>  |
| 2023               | 933 000 €                        | <b>549 000 €</b>                 | <a href="#">Objectif mandat : CAF nette toujours supérieure à 300K€ - chiffres DGFIP</a>  |
| 2024               | 1 317 000 €                      | <b>945 016 €</b>                 | <a href="#">Objectif mandat : CAF nette toujours supérieure à 300K€ - chiffres DGFIP*</a>   |
| 2025               | 983 968 €                        | 538 758 €                        | Objectif mandat : CAF nette toujours supérieure à 300K€ - résultat provisoire**   |

*\*Selon chiffres et méthodologie de calcul retenus par la DGFIP*

*\*\*Montant estimé avant finalisation du compte administratif 2025 (clôture des comptes en cours)*

La **capacité d'autofinancement (CAF) brute** est la contraction des dépenses et des recettes réelles de fonctionnement décaissées et encaissées sur l'année en cours, hors cessions et dépenses / produits exceptionnels. Diminuée du remboursement de la dette en capital, elle devient la **CAF nette**.

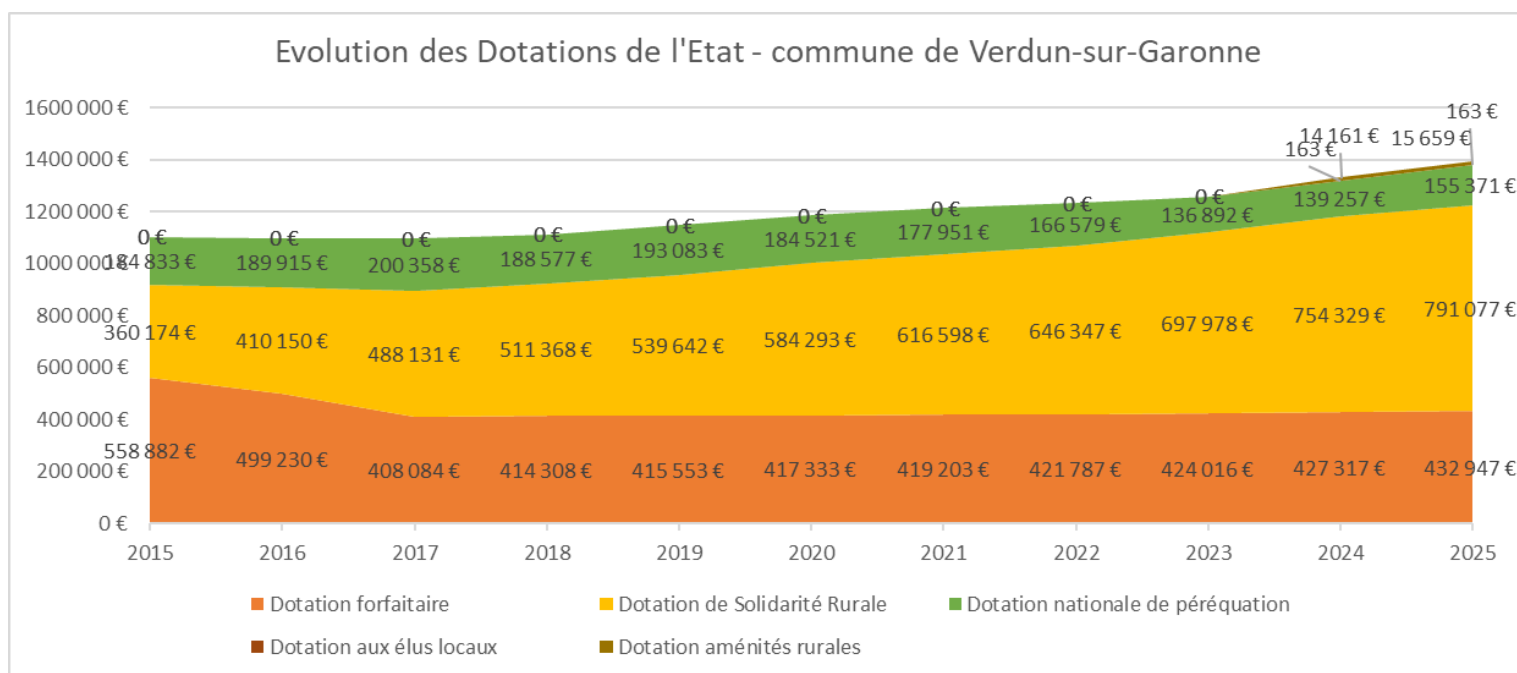
- **Pourquoi ce ratio est-il important ? La CAF nette permet :**
  - D'évaluer la capacité de la commune à financer **ses besoins en investissement** par ses propres moyens (en complément des moyens extérieurs tels que les emprunts ou les subventions) ;
  - **D'alimenter éventuellement la trésorerie** pour les besoins futurs ;
  - De présenter un certain **niveau de santé financière** aux établissements financiers pour recourir à de nouveaux emprunts (ce ratio étant analysé parmi d'autres).

Les projections budgétaires réalisées jusqu'à la fin du mandat imposent une **CAF nette annuelle d'au moins 300K€** et un résultat net de fin de gestion compris entre 800 K€ et 1 M€. Ces critères fixés par la majorité municipale sont nécessaires pour assurer une gestion pérenne des comptes communaux. La fin de gestion 2025 étant en cours à l'heure où ce document est rédigé, **la CAF nette est provisoire mais devrait avoisiner les 500 000€ au minimum**. Le montant exact sera validé lors du vote du compte administratif 2025.

Depuis la fin 2024, les ratios de CAF brute et de CAF nette sont inférieurs aux ratios précédents, cela s'explique par le démarrage du remboursement complet du capital et des intérêts de l'emprunt voté par délibération n°2022-39 du 31 mai 2022 (cf. infra).

**Des dotations de l'État en hausse régulière renforçant leur poids dans les recettes communales**

|                                   | 2021               | 2022               | 2023               | 2024               | 2025               |
|-----------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| Dotation forfaitaire              | 419 203 €          | 421 787 €          | 424 016 €          | 427 317 €          | 432 947 €          |
| Dotation de Solidarité Rurale     | 616 598 €          | 646 347 €          | 697 978 €          | 754 329 €          | 791 077 €          |
| Dotation nationale de péréquation | 177 951 €          | 166 579 €          | 136 892 €          | 139 257 €          | 155 371 €          |
| Dotation aux élus locaux          | 0 €                | 0 €                | 0 €                | 163 €              | 163 €              |
| Dotation aménités rurales         | 0 €                | 0 €                | 0 €                | 14 161 €           | 15 659 €           |
| <b>TOTAL</b>                      | <b>1 213 752 €</b> | <b>1 234 713 €</b> | <b>1 258 886 €</b> | <b>1 335 227 €</b> | <b>1 395 217 €</b> |
| <b>Evolution</b>                  | <b>2,327%</b>      | <b>1,727%</b>      | <b>1,958%</b>      | <b>6,064%</b>      | <b>4,493%</b>      |



Pour la commune de Verdun-sur-Garonne, la [dotation globale de fonctionnement \(DGF\)](#) comprend la dotation forfaitaire (DF), la dotation de solidarité rurale (DSR) et la dotation nationale de péréquation (DNP). Elle augmente progressivement chaque année depuis 2018 (2% environ en moyenne). Depuis 2024, deux nouvelles dotations sont venues compléter les ressources de la communes (la [dotation élu local](#) pour 163€ et la [dotation de soutien aux communes pour les aménités rurales](#) pour 15 659 €).

| <i>DF</i>   | <i>DSR</i>  | <i>DNP</i>   |
|---|---|--|
| Stable depuis 2018 – PLF 2026 en cours. Pas de diminution prévue à ce stade, mais un gel. | Dotations dynamiques du fait notamment de la fraction « bourg-centre » <sup>1</sup> (cf. détail dans tableau ci-dessous). | La commune bénéficie de la DNP car son potentiel fiscal est inférieur aux communes les plus « riches » de même strate. Schématiquement, les communes dont le potentiel financier moyen est bas et l'effort fiscal élevé bénéficient de cette dotation. |

→ [Modalités de calcul complexe](#) – prospective difficile à appréhender, d'autant plus avec l'effet de seuil induit par le dépassement des 5 000 habitants.

| Exercice | Dotations forfaitaires | Dotations nationales de péréquation | Dotations de solidarité rurale - Fraction bourg-centre | Dotations de solidarité rurale - Fraction péréquation | Dotations de solidarité rurale - Fraction cible | Dotations de solidarité rurale |
|----------|------------------------|-------------------------------------|--|---|---|--------------------------------|
| 2021     | 419 203                | 177 951                             | 329 313  | 107 459   | 179 826   | 616 598                        |
| 2022     | 421 787                | 166 579                             | 342 356  | 107 564   | 196 427   | 646 347                        |
| 2023     | 424 016                | 136 879                             | 371 498  | 126 373   | 200 107   | 697 978                        |
| 2024     | 427 317                | 139 257                             | 403 355  | 141 738   | 209 236   | 754 329                        |
| 2025     | 432 947                | 155 371                             | 424 655  | 149 689   | 216 733   | 791 077                        |

### III Mesures législatives et réglementaires

#### Effet de la fraction de correction du potentiel fiscal et du potentiel financier et de l'effort fiscal

**Rappel** : les lois de finances pour 2021 et 2022 ont modifié le **calcul des indicateurs financiers** (prise en compte des **conséquences des réformes fiscales** - suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales, réduction des bases des locaux industriels - et de **nouvelles ressources** pour le calcul du **potentiel fiscal**, et **réduction des recettes prises en compte** pour le calcul de l'**effort fiscal**) ; mais ce nouveau calcul n'intervient depuis 2023 que de façon progressive, via la création de **fractions de correction**.

Ces fractions devaient être prises en compte à hauteur de : 90 % en 2023, 80 % en 2024, 60 % en 2025, **40 % en 2026**, 20 % en 2027, avec prise en compte intégrale du nouveau mode de calcul en 2028.

Ces taux ont bien été appliqués pour le calcul du potentiel fiscal et financier des communes et ensembles intercommunaux, et pour le calcul de l'effort fiscal de ces derniers ; cependant ils ont été modifiés pour **l'effort fiscal des communes** : les fractions de correction ont été prises en compte à hauteur de 100 % en 2023, de 90 % en 2024, de 80 % en 2025, elles devraient l'être à hauteur **40 % en 2026\***, 20 % en 2027, avec prise en compte intégrale du nouveau mode de calcul en 2028.

Les différentes réformes de ces indicateurs et les modes de calculs sont consultables dans le [DOB en instantané pour 2024](#).



\*Un amendement a été adopté par le Sénat prévoyant pour 2026 une pondération de la fraction de correction de l'effort fiscal des communes de **60 % au lieu de 40 %**.



Retrouvez dans les pages suivantes les cartes illustrant une simulation (toutes choses égales par ailleurs) de l'impact pour les communes et les ensembles intercommunaux de l'application intégrale à terme (2028) de la réforme du calcul des indicateurs financiers.



### **Chiffres Verdun-sur-Garonne issus des données DGF 2025 transmises par l'État :**

- **Potentiel fiscal 4 taxes par habitant : 651.30** (621,99 en 2024)
  - Potentiel fiscal moyen par habitant de la strate : **1107.11** (1004,04 en 2024)

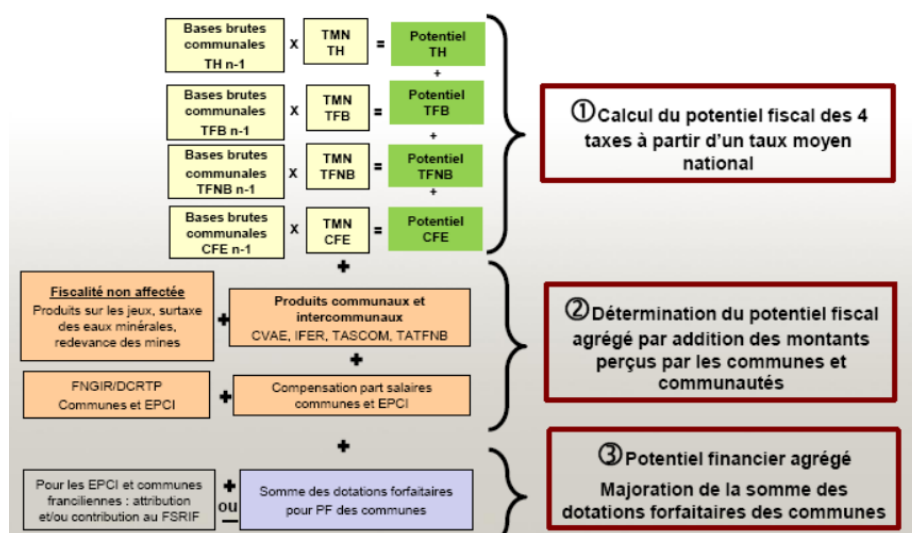
<sup>1</sup> pour les communes exerçant des charges de centralité et devant, à ce titre, disposer des moyens suffisants pour créer ou entretenir une armature de services.

Le potentiel fiscal d'une commune est égal à la somme que produiraient les quatre taxes directes de cette collectivité si l'on appliquait aux bases communales de ces quatre taxes le taux moyen national d'imposition à chacune de ces taxes.

Le potentiel fiscal est, depuis la création de la dotation globale de fonctionnement (DGF) en 1979, un indicateur qui vient mesurer la richesse fiscale potentielle d'une collectivité par rapport aux autres collectivités de la même strate et ce, indépendamment des choix de gestion des collectivités. Il est calculé sur l'année en cours en fonction des données de l'année précédente.

- **Potentiel financier par habitant final : 735.10** (706,19 en 2024)
  - Potentiel financier moyen par habitant de la strate : **1185.40** (1079,49 en 2024)

Le potentiel financier d'une commune (CGCT, art. L.2334-4) représente la masse de recettes que la commune serait en mesure de mobiliser si elle appliquait des décisions « moyennes » en termes de fiscalité. Plus le potentiel est élevé, plus une commune peut être considérée comme riche. Il correspond à son potentiel fiscal majoré de la dotation forfaitaire de la dotation globale de fonctionnement (DGF) (hors part compensations) perçue l'année précédente<sup>2</sup>.



- **Effort fiscal final : 1,450** / Effort fiscal moyen de la strate : **1,150**

<sup>2</sup> Le potentiel financier est ici rapporté à la population DGF (population Insee + résidences secondaires). Il est minoré de la contribution au redressement des finances publiques de la commune de l'année précédente, et le cas échéant, des prélèvements fiscaux subis sur le produit des impôts directs locaux, l'année précédente par la commune.

L'effort fiscal<sup>3</sup> permet de mesurer le degré de pression fiscale exercé sur un territoire. Moins l'effort fiscal est important (<1) plus il est considéré que la collectivité dispose de marges de manœuvre fiscales suffisantes sur son territoire et n'a donc pas ou peu besoin du soutien des dispositifs de péréquation.

| <i>Effort fiscal 2018 - communes Tarn-et-Garonne (données DGF - OGFL)</i> |          |   |
|---|----------|---|
| Nom Collectivité  | Valeur   | Nom Groupement à fiscalité propre                 |
| NEGREPELISSE (82)   | 1,716141 | CC QUERCY VERT-AVEYRON (82)                       |
| LAFRANCAISE (82)  | 1,679483 | CC COTEAUX ET PLAINES DU PAYS LAFRANCAISAIN (82)  |
| CAUSSADE (82)   | 1,599078 | CC DU QUERCY CAUSSADAIS (82)                      |
| SAINTE-TIENNE-DE-TULMONT (82)   | 1,53158  | CC QUERCY VERT-AVEYRON (82)                       |
| MONTAUBAN (82)  | 1,469369 | GRAND MONTAUBAN CA (82)                           |
| MONTECH (82)  | 1,464079 | CC GRAND SUD TARN ET GARONNE (82)                 |
| VERDUN-SUR-GARONNE (82)   | 1,46102  | CC GRAND SUD TARN ET GARONNE (82)                 |
| SAINTE-ANTONIN-NOBLE-VAL (82)   | 1,440797 | CC DU QUERCY ROUERGUE ET GORGES DE L'AVEYRON (82) |
| SEPTFONDS (82)  | 1,43642  | CC DU QUERCY CAUSSADAIS (82)                      |
| GRISOLLES (82)  | 1,414573 | CC GRAND SUD TARN ET GARONNE (82)                 |
| BEAUMONT-DE-LOMAGNE (82)  | 1,39554  | CC DE LA LOMAGNE TARN-ET-GARONNAISE (82)          |
| MOISSAC (82)  | 1,388487 | CC TERRES DES CONFLUENCES (82)                    |
| CASTELSARRASIN (82)   | 1,34238  | CC TERRES DES CONFLUENCES (82)                    |
| ALBIAS (82)   | 1,298198 | CC QUERCY VERT-AVEYRON (82)                       |
| LABASTIDE-SAINTE-PIERRE (82)  | 1,290512 | CC GRAND SUD TARN ET GARONNE (82)                 |
| MONCLAR-DE-QUERCY (82)  | 1,231464 | CC QUERCY VERT-AVEYRON (82)                       |
| SAINTE-NICOLAS-DE-LA-GRAVE (82)   | 1,086619 | CC TERRES DES CONFLUENCES (82)                    |
| VALENCE (82)  | 1,020441 | CC DES DEUX RIVES (82)                            |
| VILLE-DIEU-DU-TEMPLE (82)   | 1,00475  | CC TERRES DES CONFLUENCES (82)                    |
| MONTBETON (82)  | 0,893487 | GRAND MONTAUBAN CA (82)                           |
| BRESSOLS (82)   | 0,863193 | GRAND MONTAUBAN CA (82)                           |

| <i>Effort fiscal 2025 - communes Tarn-et-Garonne (données DGF - OGFL)</i> |          |   |
|---|----------|---|
| Nom Collectivité  | Valeur   | Nom Groupement à fiscalité propre                 |
| LAFRANCAISE (82)  | 1,675495 | CC DU PAYS DE LAFRANCAISE (82)                    |
| NEGREPELISSE (82)   | 1,652345 | CC QUERCY VERT-AVEYRON (82)                       |
| MONTAUBAN (82)  | 1,644862 | GRAND MONTAUBAN CA (82)                           |
| CAUSSADE (82)   | 1,639408 | CC DU QUERCY CAUSSADAIS (82)                      |
| MONTECH (82)  | 1,570808 | CC GRAND SUD TARN ET GARONNE (82)                 |
| MOISSAC (82)  | 1,507935 | CC TERRES DES CONFLUENCES (82)                    |
| CASTELSARRASIN (82)   | 1,493924 | CC TERRES DES CONFLUENCES (82)                    |
| BEAUMONT-DE-LOMAGNE (82)  | 1,474846 | CC DE LA LOMAGNE TARN-ET-GARONNAISE (82)          |
| SAINTE-ANTONIN-NOBLE-VAL (82)   | 1,460601 | CC DU QUERCY ROUERGUE ET GORGES DE L'AVEYRON (82) |
| SEPTFONDS (82)  | 1,457863 | CC DU QUERCY CAUSSADAIS (82)                      |
| SAINTE-TIENNE-DE-TULMONT (82)   | 1,450714 | CC QUERCY VERT-AVEYRON (82)                       |
| VERDUN-SUR-GARONNE (82)   | 1,450628 | CC GRAND SUD TARN ET GARONNE (82)                 |
| GRISOLLES (82)  | 1,416352 | CC GRAND SUD TARN ET GARONNE (82)                 |
| LABASTIDE-SAINTE-PIERRE (82)  | 1,345535 | CC GRAND SUD TARN ET GARONNE (82)                 |
| ALBIAS (82)   | 1,333565 | CC QUERCY VERT-AVEYRON (82)                       |
| MONCLAR-DE-QUERCY (82)  | 1,328293 | CC QUERCY VERT-AVEYRON (82)                       |
| SAINTE-NICOLAS-DE-LA-GRAVE (82)   | 1,248649 | CC TERRES DES CONFLUENCES (82)                    |
| VALENCE (82)  | 1,110803 | CC DES DEUX RIVES (82)                            |
| MONTBETON (82)  | 1,109852 | GRAND MONTAUBAN CA (82)                           |
| VILLE-DIEU-DU-TEMPLE (82)   | 1,106584 | CC TERRES DES CONFLUENCES (82)                    |
| BRESSOLS (82)   | 1,024403 | GRAND MONTAUBAN CA (82)                           |

<sup>3</sup> Formule de calcul de l'effort fiscal des communes : produit réel de THRS, TFPB, TFPNB / produit potentiel de THRS, TFPB, TFPNB levable par la commune

***Profil de la commune de Verdun-sur-Garonne :***

L'analyse du potentiel fiscal et du potentiel financier de la commune, comparativement aux moyennes de la strate, démontre la faiblesse des marges de manœuvres financières. La comparaison aux autres communes de Grand Sud Tarn-et-Garonne démontre que ce constat s'applique à l'ensemble du territoire intercommunal, à quelques exceptions près.

La mobilisation de l'outil fiscal, malgré une politique de stabilité des taux depuis 12 ans, reste possible bien que la marge de manœuvre soit étroite.

# 1. Poids de la dette et de la fiscalité

## 1.1- Le stock de dette et son profil d'extinction

*La synthèse complète est disponible en annexe 2.*

### Le poids de la dette par habitant – comparatif panel :

| Nom                               | Population | 2020       | 2021       | 2022       | 2023       | 2024        |
|-----------------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|-------------|
| Verdun-sur-Garonne                | 4936       | 1 404,68 € | 1 290,93 € | 1 198,35 € | 1 120,61 € | 1 529,51 €* |
| Montech                           | 6797       | 1 685,61 € | 1 584,67 € | 1 478,57 € | 1 369,19 € | 1 587,98 €  |
| Grisolles                         | 4275       | 1 256,93 € | 1 541,22 € | 1 419,09 € | 1 388,17 € | 1 272,06 €  |
| Labastide-Saint-Pierre            | 3868       | 1 193,08 € | 1 115,02 € | 1 039,73 € | 963,38 €   | 1 957,45 €  |
| Orgueil                           | 1745       | 769,98 €   | 660,18 €   | 562,84 €   | 1 669,67 € | 2 067,58 €  |
| Villebrumier                      | 1390       | 337,98 €   | 280,83 €   | 242,49 €   | 203,93 €   | 165,84 €    |
| Pompignan                         | 1749       | 1 502,70 € | 903,33 €   | 826,55 €   | 748,15 €   | 686,07 €    |
| Bessens                           | 1503       | 953,39 €   | 890,63 €   | 822,55 €   | 753,23 €   | 682,63 €    |
| CC Grand Sud Tarn-et-Garonne      | 43854      | 630,87 €   | 665,50 €   | 624,16 €   | 635,68 €   | 739,11 €    |
| Moyenne du panel                  |            | 1 041,32 € | 955,17 €   | 877,00 €   | 966,42 €   | 1 144,84 €  |
| Moyenne strate 3 500 à 5 000 hab. |            | 739,00 €   | 730,00 €   | 741,00 €   | 724,00 €   | 720,00 €    |
| Moyenne nationale                 |            | 954,00 €   | 950,00 €   | 959,00 €   | 956,00 €   | 966,00 €    |

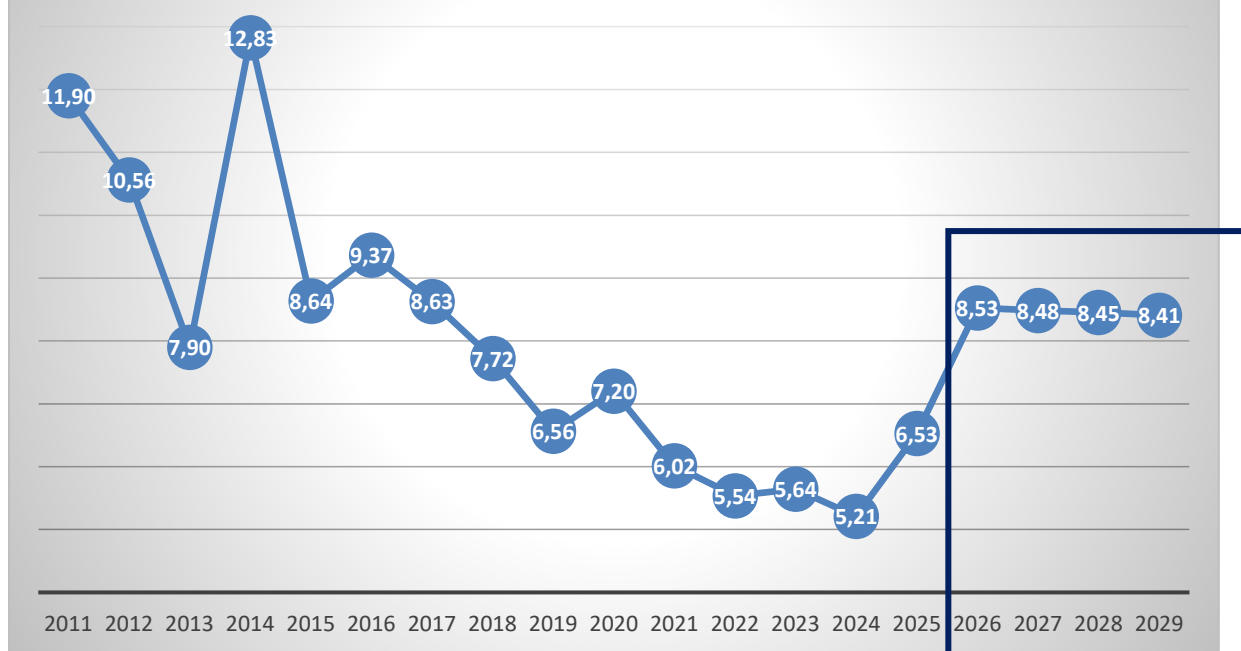
*\*Augmentation de la dette par habitant car emprunt débloqué en 2024 (négocié et voté en 2022) pour permettre le financement du centre de santé (non prévu au début du mandat) et anticiper le financement du gymnase du collège*

### Un ratio plus pertinent : la capacité de désendettement

La capacité de désendettement représente le nombre d'années nécessaires pour le remboursement complet de la dette par l'épargne brute (CAF brute) d'une collectivité. Son évolution est donc dépendante tant du stock de dette à rembourser que de la capacité de la commune à dégager des marges de manœuvre en fonctionnement.

Le **plafond de vigilance** est établi pour le bloc communal à **12 ans**. L'emprunt voté en 2022 et débloqué en totalité fin 2024 est intégré au calcul de la capacité de désendettement présenté dans le graphique ci-dessous :

## Evolution de la capacité de désendettement de la commune



*Estimations basées sur l'évolution de l'encours de dette et d'une épargne brute en baisse*

### **2026 - remboursement annuel de la dette en capital et en intérêts : des échéances importantes en début et en fin d'exercice :**

| Période | Date de début | Date de fin | CRD initial          | Echéance          |                              |                   |                   |                      |                   |
|---------|---------------|-------------|----------------------|-------------------|------------------------------|-------------------|-------------------|----------------------|-------------------|
|         |               |             |                      | Capital           | Capital (hors mvt de tresor) | Intérêt           | Intérêt hors RAT  | Frais et commissions | Total             |
| 01/2026 | 01/01/2026    | 31/01/2026  | 6 418 581,12 €       | 114 000,00 €      | 114 000,00 €                 | 23 419,80 €       | 23 419,80 €       | 0,00 €               | 137 419,80 €      |
| 02/2026 | 01/02/2026    | 28/02/2026  | 6 304 581,12 €       | 0,00 €            | 0,00 €                       | 0,00 €            |                   | 0,00 €               | 0,00 €            |
| 03/2026 | 01/03/2026    | 31/03/2026  | 6 304 581,12 €       | 0,00 €            | 0,00 €                       | 0,00 €            |                   | 0,00 €               | 0,00 €            |
| 04/2026 | 01/04/2026    | 30/04/2026  | 6 304 581,12 €       | 24 000,00 €       | 24 000,00 €                  | 9 861,00 €        | 9 861,00 €        | 0,00 €               | 33 861,00 €       |
| 05/2026 | 01/05/2026    | 31/05/2026  | 6 280 581,12 €       | 0,00 €            | 0,00 €                       | 0,00 €            |                   | 0,00 €               | 0,00 €            |
| 06/2026 | 01/06/2026    | 30/06/2026  | 6 280 581,12 €       | 48 396,13 €       | 48 396,13 €                  | 4 832,73 €        | 4 832,73 €        | 0,00 €               | 53 228,86 €       |
| 07/2026 | 01/07/2026    | 31/07/2026  | 6 232 184,99 €       | 50 816,12 €       | 50 816,12 €                  | 13 870,96 €       | 13 870,96 €       | 0,00 €               | 64 687,08 €       |
| 08/2026 | 01/08/2026    | 31/08/2026  | 6 181 368,87 €       | 58 252,28 €       | 58 252,28 €                  | 4 475,64 €        | 4 475,64 €        | 0,00 €               | 62 727,92 €       |
| 09/2026 | 01/09/2026    | 30/09/2026  | 6 123 116,59 €       | 12 974,24 €       | 12 974,24 €                  | 1 272,70 €        | 1 272,70 €        | 0,00 €               | 14 246,94 €       |
| 10/2026 | 01/10/2026    | 31/10/2026  | 6 110 142,35 €       | 24 000,00 €       | 24 000,00 €                  | 9 653,40 €        | 9 653,40 €        | 0,00 €               | 33 653,40 €       |
| 11/2026 | 01/11/2026    | 30/11/2026  | 6 086 142,35 €       | 25 796,09 €       | 25 796,09 €                  | 6 989,86 €        | 6 989,86 €        | 0,00 €               | 32 785,95 €       |
| 12/2026 | 01/12/2026    | 31/12/2026  | 6 060 346,26 €       | 91 950,00 €       | 91 950,00 €                  | 49 653,00 €       | 49 653,00 €       | 0,00 €               | 141 603,00 €      |
|         |               |             | <b>74 686 788,13</b> | <b>450 184,86</b> | <b>450 184,86</b>            | <b>124 029,09</b> | <b>124 029,09</b> | <b>0,00</b>          | <b>574 213,95</b> |

## 1.2- La fiscalité

Les taux votés par le conseil municipal s'appliquent sur des bases (assiettes) et génèrent des produits qui sont les recettes de fonctionnement du chapitre 731 du budget principal<sup>4</sup>.

### *L'évolution des bases : une progression au ralenti voire une régression pour certaines taxes*

Avec les nombreuses réformes récentes de la fiscalité locale, la lecture de l'évolution des bases fiscales est complexifiée. La réforme de la **taxe d'habitation** a conduit à une chute des bases sur cette taxe, celle-ci n'étant plus assises que sur les propriétaires de résidences secondaires et de logements vacants (THRS+LV).

L'unique progression concerne le **foncier bâti**, avec une évolution majoritairement assise sur des choix votés par le Parlement (inflation retenue aux projets de lois de finances) et en partie de la dynamique locale (nouvelles constructions engendrant l'arrivée de nouveaux ménages imposables).

Concernant le **foncier non bâti**, les bases connaissent une stabilité aisément compréhensible qui a également été remise en cause par l'inflation et le vote de l'augmentation « mécanique » des bases par la loi de finances 2023. Cette dynamique semble aujourd'hui s'essouffler et les bases ont tendance à revenir au même niveau que précédemment.

En effet, dans le cadre du projet de loi de finances pour 2025, une exonération<sup>5</sup> partielle ou totale de la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFPNB) a été introduite, visant notamment à soutenir les propriétaires de terrains agricoles, forestiers ou naturels. Cette mesure a entraîné une baisse significative des recettes fiscales pour les collectivités locales en 2025.

**Impact budgétaire 2026** : L'éventuel rattrapage de cette exonération en 2026 dépendra de plusieurs facteurs :

- **Pérennisation de la mesure** : Si l'exonération est maintenue, les collectivités devront anticiper une perte de recettes récurrente et adapter leur budget en conséquence.
- **Compensation par l'État** : Un mécanisme de compensation pourrait être mis en place pour limiter l'impact sur les finances locales, comme cela a été le cas pour d'autres exonérations fiscales.
- **Rattrapage progressif** : Certaines collectivités pourraient envisager un rattrapage partiel ou différé, en fonction de leur situation financière et des orientations nationales.

---

<sup>4</sup> **Compte 73111 – Impôts directs locaux** : Ce compte enregistre le produit des taxes d'habitation, taxes foncières sur les propriétés bâties, taxes foncières sur les propriétés non bâties, taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties et de la cotisation foncière des entreprises perçue au titre de l'exercice. Les montants attendus figurent sur l'état 1259 COM colonnes 7 et 12.

<sup>5</sup> Une **exonération** fiscale désigne une dispense totale de l'impôt sur un certain revenu ou bien, tandis qu'un **abattement** fiscal correspond à une réduction de la base imposable avant le calcul de l'impôt. Le **dégrèvement** de la taxe foncière consiste à une réduction totale ou partielle appliquée au montant de son impôt.

|                  | 2019 | 2020  | 2021    | 2022   | 2023   | 2024   | 2025    |
|------------------|------|-------|---------|--------|--------|--------|---------|
| <b>THRS + LV</b> | 5257 | 5354  | 289     | 338    | 376    | 431    | 269     |
|                  |      | 1,85% | -94,60% | 16,96% | 11,24% | 14,63% | -37,59% |
| <b>FB</b>        | 3613 | 3690  | 3715    | 3867   | 4189   | 4428   | 4559    |
|                  |      | 2,13% | 0,68%   | 4,09%  | 8,33%  | 5,71%  | 2,96%   |
| <b>FNB</b>       | 160  | 161   | 161     | 166    | 177    | 185    | 165     |
|                  |      | 1,85% | -94,60% | 16,96% | 11,24% | 11,24% | -10,81% |
| FNB TA           | 0    | 0     |         | 0      | 0      | 0      | 0       |

*Bases fiscales indiquées en milliers – commune de Verdun-sur-Garonne (82)*

### **Focus baisse des bases fiscales : de mauvaises surprises sur les bases de taxe d'habitation sur les résidences secondaires dans l'état fiscal 1259 de 2025**

Plusieurs communes et EPCI de toute taille et de tout profil ont découvert des bases de taxes d'habitation au titre des résidences secondaires à nouveau en baisse de 10% à 20% selon l'échantillon consulté (après la baisse de 2024). La commune **a subi une baisse des bases de -37% par rapport aux bases réelles 2024**. Cette baisse n'a été qu'en partie compensée par une hausse du montant € des allocations compensatrices.

Cette baisse des bases peut s'expliquer notamment par :

- La poursuite **des régularisations et des dégrèvements consécutifs déclarations GMBI** ("gérer mes biens immobiliers"), même si le gros des régularisations a normalement dû être effectué en 2024
- Le **recentrage des bases de THRS prévue à l'article 110 de loi de finances 2025** qui réduit le périmètre de la taxe d'habitation (TH) aux seules résidences secondaires et non plus à l'ensemble des « locaux meublés non affectés à l'habitation principale » comme c'était le cas jusqu'à présent. Le but consiste à exclure du champ certains établissements à but non lucratif (structures d'hébergement d'urgence, les locaux privés des établissements d'enseignement privé, maisons d'assistants maternels ou encore les foyers d'accueil).

## Des taux inchangés depuis 2014 malgré des réformes de la fiscalité locale complexifiant la lisibilité pour le contribuable/citoyen

Depuis 2014, la majorité municipale pratique **une politique stricte de stabilité des taux d'imposition**. Ici aussi, les réformes récentes de la fiscalité locale complexifient la lecture. En **2023**, le taux du foncier bâti a connu une évolution **du fait de l'addition de l'ancien taux départemental**. Par ailleurs, le taux de la taxe d'habitation réapparaît également en 2023 pour ce qui concerne les résidences secondaires et les logements vacants.

*\*Addition du taux communal stable de 24.91 % et du taux départemental de 28.93 %*

| <i>Mandats jusqu'à 2014</i>  | 2006    | 2007    | 2008    | 2009    | 2010    | 2011    | 2012    | 2013    | 2014    |
|------------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| <b>Taxe d'habitation</b>     | 11,03%  | 11,21%  | 11,43%  | 11,77%  | 12,06%  | 19,82%  | 20,22%  | 20,62%  | 20,62%  |
| <b>Taxe foncier bâti</b>     | 21,68%  | 22,03%  | 22,47%  | 23,14%  | 23,71%  | 23,95%  | 24,43%  | 24,91%  | 24,91%  |
| <b>Taxe Foncier non-bâti</b> | 120,18% | 122,11% | 124,55% | 128,29% | 128,29% | 135,86% | 138,58% | 141,35% | 141,35% |
| <b>CFE (ou taxe pro)</b>     | 14,61%  | 14,85%  | 15,14%  | 15,58%  | 15,90%  | 27,70%  | 28,26%  | 28,82%  | 28,82%  |

| <i>Mandat 2014 / 2020</i>    | 2015    | 2016    | 2017           | 2018           | 2019           | 2020           |
|------------------------------|---------|---------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| <b>Taxe d'habitation</b>     | 20,62%  | 20,62%  | 20,62%         | 20,62%         | 20,62%         | 0,00%          |
| <b>Taxe foncier bâti</b>     | 24,91%  | 24,91%  | 24,91%         | 24,91%         | 24,91%         | 24,91%         |
| <b>Taxe Foncier non-bâti</b> | 141,35% | 141,35% | 141,35%        | 141,35%        | 141,35%        | 141,35%        |
| <b>CFE (ou taxe pro)</b>     | 28,82%  | 28,82%  | <i>interco</i> | <i>interco</i> | <i>interco</i> | <i>interco</i> |

| <i>Mandat 2020 / 2026</i>    | 2021           | 2022           | 2022           | 2023           | 2024           | 2025           |
|------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| <b>Taxe d'habitation</b>     | 0,00%          | 0,00%          | 0,00%          | 20,62%         | 20,62%         | 20,62%         |
| <b>Taxe foncier bâti</b>     | 24,91%         | 24,91%         | 24,91%         | 53,84%         | 53,84%         | 53,84%         |
| <b>Taxe Foncier non-bâti</b> | 141,35%        | 141,35%        | 141,35%        | 141,35%        | 141,35%        | 141,35%        |
| <b>CFE (ou taxe pro)</b>     | <i>interco</i> | <i>interco</i> | <i>interco</i> | <i>interco</i> | <i>interco</i> | <i>interco</i> |

## Comparatif du taux de la taxe foncière par rapport aux communes voisines

La politique de stabilité fiscale en l'absence d'évolution des taux communaux depuis 2014 place désormais la commune **au 9<sup>ème</sup> rang des taux** (en commençant par les plus élevés) parmi les 15 communes les plus peuplées du département (Verdun-sur-Garonne étant la 8<sup>ème</sup> commune la plus peuplée). Au niveau départemental, le taux verdunois arrive en 21<sup>ème</sup> position. Une lecture complète doit intégrer le taux additionnel voté au niveau des communautés de communes : **la commune se place ainsi ici au 11<sup>ème</sup> rang des taux** (en commençant par les plus élevés).

En revanche, concernant le taux de foncier non bâti, malgré un taux inchangé depuis 2014, la commune est au 5<sup>ème</sup> rang.

Enfin, le taux de la taxe d'habitation est parmi les plus élevés (3<sup>ème</sup>) mais ne s'applique plus qu'aux logements vacants et aux résidences secondaires depuis la réforme évoquée ci-dessus.

## Taux de la fiscalité directe votés en 2025 par les communes

Source : DGFIP

En %

(au 22 juillet 2025, hors communes dont la taxation est différée - communale ou intercommunale - à cette date)

| Rang population commune | CCGSTG | Code commune | Libellé commune          | Taxe sur le foncier bâti communal | Taux foncier bâti intercommunal | CUMUL taux TFB territoire | Rang taux foncier bâti (du plus haut au plus bas) | Taxe sur le foncier non bâti communal | Cotisation foncière des entreprises | Taxe d'habitation communal (RS et LV) |
|-------------------------|--------|--------------|--------------------------|-----------------------------------|---------------------------------|---------------------------|---|---------------------------------------|-------------------------------------|---------------------------------------|
| 1                       |        | 82121        | MONTAUBAN                | 61,93                             | 6,47                            | <b>68,40</b>              | 1   | 88,29                                 | -                                   | 13,65                                 |
| 5                       | x      | 82125        | MONTECH                  | 61,72                             | 4,77                            | <b>66,49</b>              | 2   | 132,24                                | -                                   | 21,98                                 |
| 6                       |        | 82134        | NEGREPELISSE             | 57,62                             | 8,63                            | <b>66,25</b>              | 3   | 146,18                                | 26,89                               | 19,31                                 |
| 4                       |        | 82037        | CAUSSADE                 | 58,02                             | 7,69                            | <b>65,71</b>              | 4   | 152,61                                | 25,10                               | 17,10                                 |
| 13                      |        | 82013        | BEAUMONT-DE-LOMAGNE      | 54,45                             | 6,86                            | <b>61,31</b>              | 5   | 115,57                                | -                                   | 10,96                                 |
| 2                       |        | 82033        | CASTELSARRASIN           | 57,91                             | 3,00                            | <b>60,91</b>              | 6   | 117,84                                | -                                   | 10,51                                 |
| 3                       |        | 82112        | MOISSAC                  | 57,86                             | 3,00                            | <b>60,86</b>              | 7   | 171,74                                | -                                   | 10,07                                 |
| 10                      | x      | 82075        | GRISOLLES                | 55,34                             | 4,77                            | <b>60,11</b>              | 8   | 135,82                                | -                                   | 19,34                                 |
| 11                      |        | 82161        | SAINT-ETIENNE-DE-TULMONT | 50,39                             | 8,63                            | <b>59,02</b>              | 9   | 81,04                                 | 22,01                               | 21,38                                 |
| 7                       |        | 82186        | VALENCE-D'AGEN           | 38,90                             | 20,04                           | <b>58,94</b>              | 10  | 44,93                                 | 10,22                               | 7,14                                  |
| 8                       | x      | 82190        | VERDUN-SUR-GARONNE       | 53,84                             | 4,77                            | <b>58,61</b>              | 11  | 141,35                                | -                                   | 20,62                                 |
| 9                       |        | 82124        | MONTBETON                | 48,74                             | 6,47                            | <b>55,21</b>              | 12  | 135,08                                | -                                   | 6,89                                  |
| 14                      | x      | 82079        | LABASTIDE-SAINT-PIERRE   | 50,11                             | 4,77                            | <b>54,88</b>              | 13  | 127,60                                | -                                   | 18,12                                 |
| 12                      |        | 82025        | BRESSOLS                 | 44,35                             | 6,47                            | <b>50,82</b>              | 14  | 96,42                                 | -                                   | 6,90                                  |
| 15                      |        | 82096        | LA VILLE DIEU DU TEMPLE  | 44,89                             | 3,00                            | <b>47,89</b>              | 15  | 145,11                                | -                                   | 10,29                                 |

Pour une vision globale et comparative de la fiscalité sur le territoire, les taux appliqués par Communauté de communes :

## Taux de fiscalité directe locale votés en 2025 par les Établissements Publics de Coopération

Observations :

• FPU = Fiscalité Professionnelle Unique

\*\* FPA = Fiscalité Professionnelle

Additionnelle

\*\*\* FPZ = Fiscalité Professionnelle de Zone

\*\*\*\* FEU = Fiscalité Eolienne Unique

Source : DGFIP

(au 22 juillet 2025, hors EPCI dont la taxation est différée à cette date)

| Libellé de l'EPCI                 | Forme juridique de l'EPCI | Taux voté Taxe d'habitation sur les résidences secondaires | Taux voté Taxe sur le foncier bâti | Taux voté Taxe sur le foncier non bâti | Taux voté Cotisation Foncière des Entreprises (FPU*) | Taux voté Cotisation Foncière des Entreprises (FPA** ou FPZ*** hors zone) | Taux voté Cotisation Foncière des Entreprises (FPZ*** dans la zone) | Taux voté Cotisation Foncière des Entreprises (FEU****) |
|-----------------------------------|---------------------------|--|------------------------------------|--|--|---|---|---|
| CA GRAND MONTAUBAN                | CA                        | 11,32  | 6,47                               | 16,39                                  | 33,32  | -   | -   | -   |
| CC LOMAGNE TARN ET GARONNAISE     | CC                        | 9,49   | 6,86                               | 13,28                                  | 27,85  | -   | -   | -   |
| CC QUERCY CAUSSADAIS              | CC                        | 5,33   | 7,69                               | 38,50                                  | -  | 7,99  | -   | -   |
| CC QUERCY ROUERGUE GORGES AVEYRON | CC                        | 4,48   | 5,97                               | 26,47                                  | 32,15  | -   | -   | -   |
| CC DES DEUX RIVES                 | CC                        | 12,42  | 20,04                              | 67,68                                  | -  | 22,87   | -   | -   |
| CC QUERCY VERT-AVEYRON            | CC                        | 7,02   | 8,63                               | 35,09                                  | -  | 10,28   | -   | -   |
| CC TERRES DES CONFLUENCES         | CC                        | 9,76   | 3,00                               | 6,77                                   | 33,14  | -   | -   | -   |
| CC GRAND SUD TARN ET GARONNE      | CC                        | 4,30   | 4,77                               | 20,21                                  | 32,57  | -   | -   | -   |
| CC DU PAYS DE LAFRANCAISE         | CC                        | 15,16  | 9,25                               | 28,00                                  | 31,48  | -   | -   | -   |
| CC PAYS DE SERRES EN QUERCY       | CC                        | 9,32   | 9,26                               | 48,69                                  | -  | 14,55   | 0,00  | -   |

## Une évolution progressive des produits par un « effet base »

Les produits de la fiscalité progressent de **3,50% en moyenne** entre 2014 et 2025, uniquement du fait de la revalorisation annuelle des bases locatives par l'État et la prise en compte des nouvelles constructions sur la commune (cf. supra).

Les mécanismes de compensation de la suppression de la taxe d'habitation par l'État<sup>6</sup> ont fait basculer la quasi-totalité de l'ensemble des produits sur les propriétaires fonciers.

| Mandat 2020/2026      | 2021           | 2022           | 2023           | 2024           | 2025           |
|-----------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Taxe d'habitation     | 1 154 437 €    | 64 957 €       | 77 761 €       | 89 004 €       | 70 335 €       |
| Taxe foncier bâti     | 925 655 €      | 2 123 831 €    | 2 256 099 €    | 2 430 311 €    | 2 444 874 €    |
| Taxe Foncier non-bâti | 227 997 €      | 234 290 €      | 250 864 €      | 262 518 €      | 266 162 €      |
| CFE (ou taxe pro)     | - €            | - €            | - €            | - €            | - €            |
|                       | 2 308 089,00 € | 2 423 078,00 € | 2 584 724,00 € | 2 781 833,00 € | 2 781 371,00 € |
|                       | 2,56%          | 7,67%          | 11,99%         | 7,63%          | -0,02%         |

*\*A partir de 2022, les produits de Taxe d'Habitation ne concerne que les logements vacants et les résidences secondaires*

### Focus stagnation des recettes fiscales entre 2024 et 2025

L'exercice 2025 marque un tournant majeur avec une **stagnation des recettes fiscales (-0.02%)**. Si l'on tient compte de l'inflation, les **produits de la fiscalité ont donc diminué** entre 2024 et 2025, alors que ce poste de recettes représente plus de 50% des recettes totales de gestion. Le **phénomène d'effet-ciseaux**, avec une augmentation contenue mais « naturelle » des dépenses de fonctionnement conjuguée à une baisse des recettes, se matérialise donc concrètement ici.

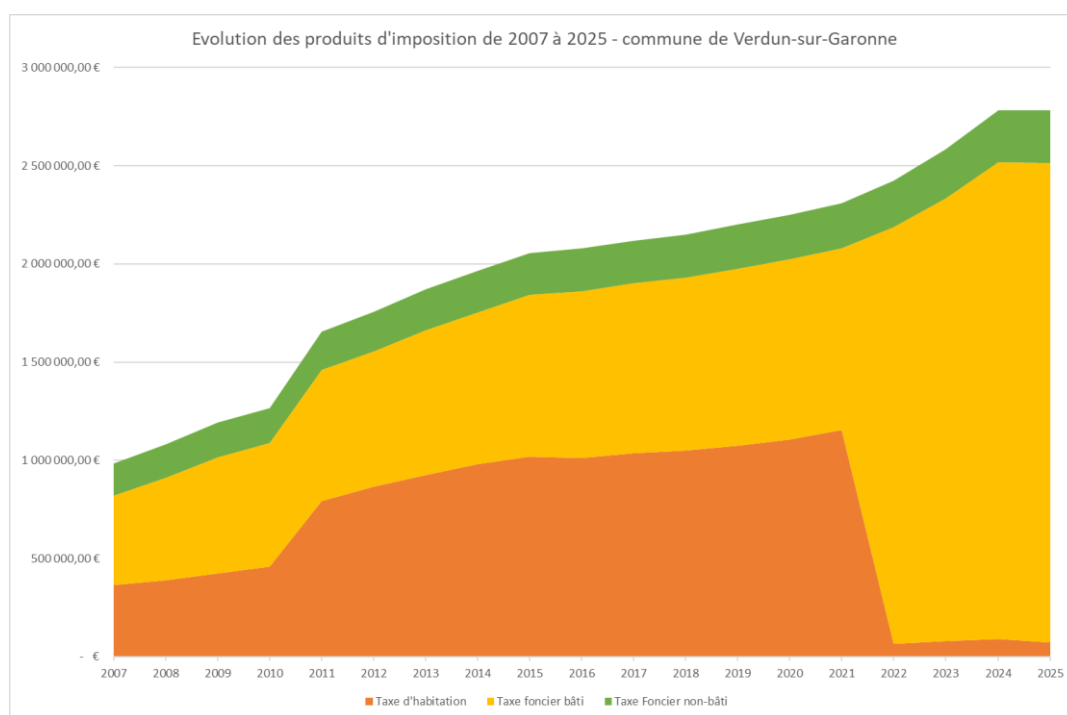


Tableau détaillé en annexe (annexe n°3)

<sup>6</sup> La commune récupère la part de taxe foncière du Département puis l'État régule avec un coefficient correcteur de façon à égaliser la part de taxe foncière du Département avec le produit de TH normalement attendu.

## 2. Les recettes de fonctionnement

|  | CA 2024        | CAP 2025       | Évol. |
|--|----------------|----------------|-------|
| <i>Atténuation charges</i>                           | 45 243,00 €    | 32 940,00 €    | -37%  |
| <i>Produits et services</i>                          | 185 093,00 €   | 195 601,87 €   | 5%    |
| <i>Impôts et taxes</i>                               | 3 438 811,00 € | 3 415 413,00 € | -1%   |
| <i>Dotations et participations</i>                   | 1 595 036,00 € | 1 665 528,00 € | 4%    |
| <i>Autres produits</i>                               | 155 421,00 €   | 137 981,00 €   | -13%  |
| <i>Produits financiers</i>                           | 13,44 €        | 11,70 €        | 0%    |
| <i>Produits exceptionnels<br/>(cessions par ex.)</i> | 8 104,00 €     | 8 835,91 €     | /     |
| <i>Autre recettes</i>                                | 0,00 €         | 0,00 €         |       |

*Comparatif Compte administratif 2024 et Compte administratif Provisoire 2025 – Recettes de fonctionnement  
commune de Verdun-sur-Garonne*

### **Une part résiduelle mais non négligeable des autres recettes (hors fiscalité et dotations)**

Les dotations et la fiscalité étant développée sur les deux parties précédentes (*contexte local et poids de la fiscalité et de la dette*), cette partie est l'occasion d'analyser les autres recettes de fonctionnement :

- Les « atténuations de charges » (chapitre 013) : remboursement d'assurance du personnel

La commune est assurée pour certains risques (maladie au-delà de 30 jours, accidents du travail, décès...). Les remboursements sont partiels. La cotisation est – à ce jour – sensiblement supérieure aux remboursements. Ces « recettes » sont en baisse régulière, fruit d'une politique RH renforcée en matière de prévention et de Qualité de Vie au Travail (QVT).

A partir de 2026, la commune a fait le choix de revoir son niveau de couverture pour mieux faire correspondre celle-ci aux risques évalués<sup>7</sup>.

<sup>7</sup> Choix des nouvelles couvertures à partir 2026 (contrat CNP via le service mutualisé du CDG82) :

- couverture décès : maintien (taux 0,23%)
  - couverture AT (IJ) : autoassurance
  - couverture AT (FM) : maintien (taux 0,42%)
  - couverture LM LD : maintien avec franchise 180 jours (taux 1,41%)
  - couverture MAL : autoassurance
  - couverture MAT PAT : autoassurance
- Soit un total de 2,06% de la masse salariale (TBI+NBI).

- Les « produits et services » (chapitre 70) : paiements cantine, concessions dans les cimetières...

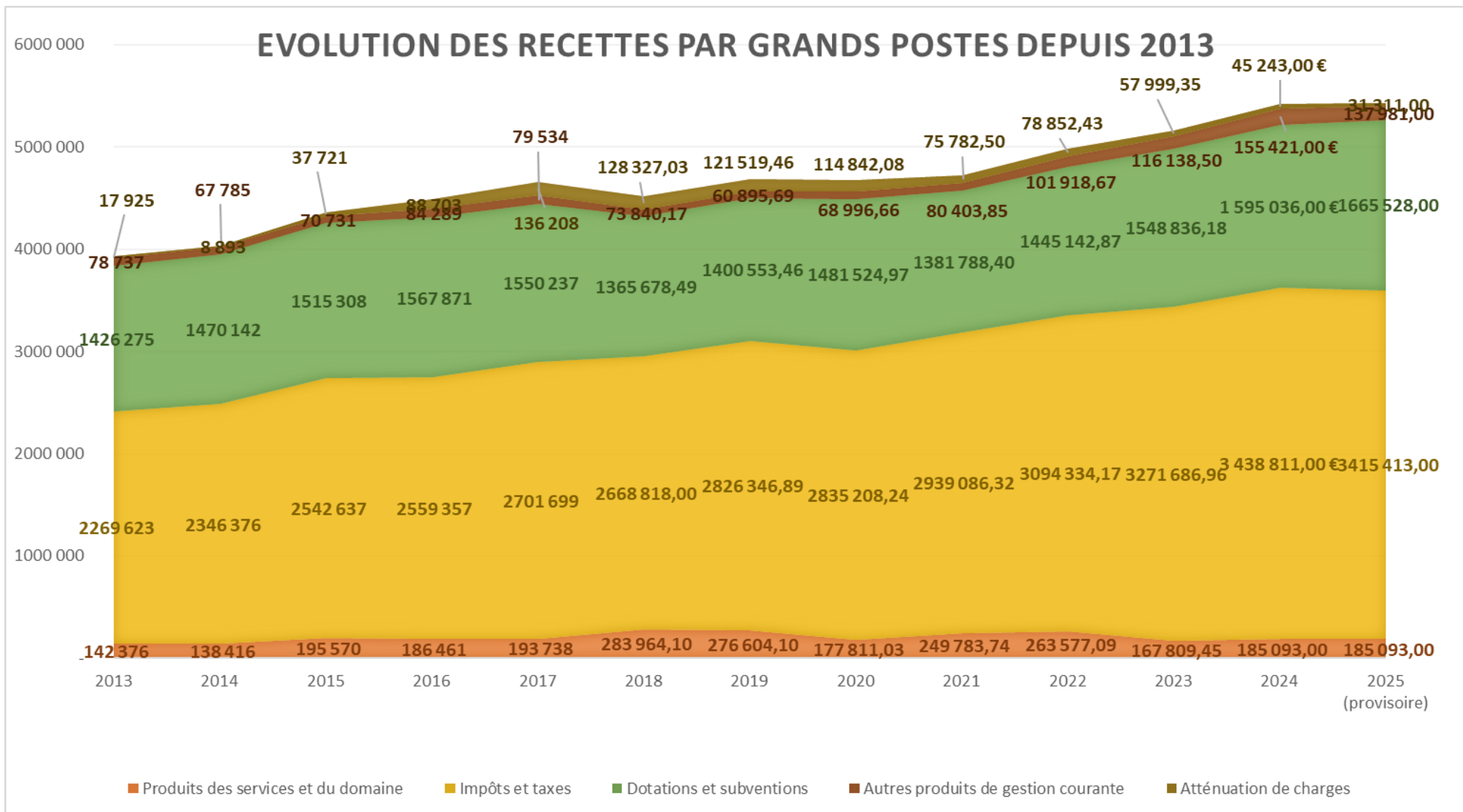
Ce chapitre comprend également la redevance de la gravière (son extinction est prévue dans le Plan Pluriannuel de Fonctionnement, cf. infra). La politique tarifaire de la commune est dans la moyenne locale. Il convient cependant de noter que – concernant la restauration scolaire – cela tient à la politique de « Cantine à 1€ » appliquée par l'Etat, permettant de soutenir la mise en place de tarifs accessibles pour les familles aux Quotients Familiaux les plus bas. A l'instar du fonds de compensation pour les activités périscolaires (cf. ci-dessous), la question de la pérennité de la mise en place de cette politique pourrait se poser à l'avenir.

- Les « autres dotations et participations » (chapitre 74 - hors DGF qui relève de ce chapitre mais traitée ci-dessus)

Pour rappel, le PLF 2024 a programmé la suppression du **fonds de compensation pour les activités périscolaires**. Initialement le bénéfice du fonds devait être divisé par deux puis supprimé pour la rentrée 2024. Finalement les crédits pour l'année 2023-2024 ont été rétablis et un amendement a prévu le report de la suppression à la rentrée 2025 → **impact pour la commune de Verdun-sur-Garonne = perte de 42 570 € par rapport à 2025**

- Les « autres produits » (chapitre 75) : loyers des logements communaux, locations diverses...

Changement en 2025 : l'achèvement de la construction du Centre de santé a permis de mettre en location les cabinets, deux d'entre eux sont à ce jour loués.



### 3. Les charges de fonctionnement

|                                     | CA 2024        | CAP 2025       | Évol.    |
|-------------------------------------|----------------|----------------|----------|
| <i>Charges générales</i>            | 1 180 268,00 € | 1 205 479,00 € | 2,14%    |
| <i>Dépenses personnel</i>           | 2 140 844,00 € | 2 272 428,00 € | 6,15%    |
| <i>Autres charges</i>               | 459 285,00 €   | 524 285,00 €   | 14,15%   |
| <i>Atténuation produits</i>         | 176 659,00 €   | 186 659,00 €   | 5,66%    |
| <i>Charges financières</i>          | 145 559,11 €   | 157 176,32 €   | 7,98%    |
| <i>Charges exceptionnelles</i>      | 14,40 €        | 204,90 €       | 1322,92% |
| <i>Autres dépenses et imprévues</i> | 31 190,00 €    | 101 191,00 €   | 224,43%  |

*Comparatif Compte administratif 2024 et Compte administratif Provisoire 2025 – Dépenses de fonctionnement commune de Verdun-sur-Garonne*

#### Focus immeubles menaçant ruine et immeubles insalubres sur la commune :

Le chapitre « autres dépenses imprévues » connaît une forte hausse en 2025 du fait de la multiplication des immeubles menaçant ruine et des immeubles insalubres (rue de la ville, rue Gabriel Péri, rue de la bastide), la commune est amenée à se substituer aux propriétaires défaillants. A ce titre **il convient de provisionner régulièrement** pour pallier un éventuel non-recouvrement des sommes engagées par la commune.

Les sommes engagées par la commune au 14/01/2026 :

- Péril rue Gabriel Péri : 108 421.95€
- Péril rue de la bastide : 97 645.88€
- Péril rue de la ville : 205 700€

Au titre de son pouvoir de police générale, le Maire **a l'obligation de prendre les mesures de sécurité qui s'imposent** telles que la démolition ou la réparation des édifices menaçant ruine, lorsqu'il existe un péril ou un danger grave, un risque réel et important, un danger perceptible ou prévisible ou encore un risque sérieux ou une menace (L2212-4 du Code général des collectivités territoriales).

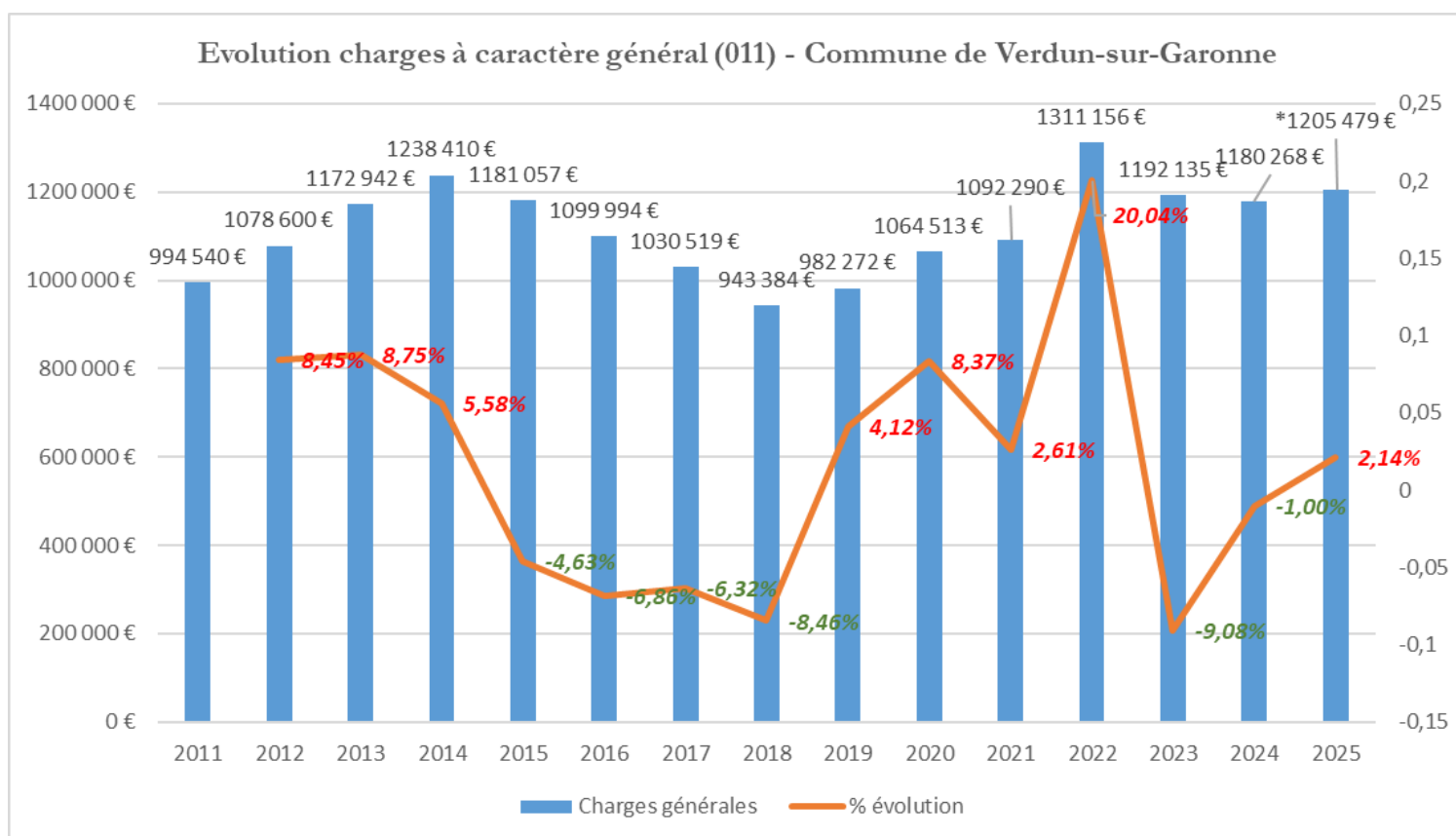
A ce jour, le stock de **provision pour charges et risques de la commune** s'élève au total à **198 625,95 €** (cf. délibération n°2025-66 du 1<sup>er</sup> juillet 2025). Il couvre également le risques de divers impayés (cantine, loyers...). Une augmentation de cette provision est prévue au budget 2026 pour tenir compte du dernier risque avéré (mise en sécurité urgente – péril rue de la ville).

### 3.1- Les charges à caractère général et de gestion courante

*Les montant 2025 sont provisoires car la clôture des comptes n'est pas effective à l'heure où le ROB est rédigé.*

*Ces estimations reflètent néanmoins une tendance proche de la réalité.*

#### Les charges à caractère général : des efforts de gestion constants



*\*Montant estimé pour 2025, rattachement des charges à l'exercice en cours*

Sur le mandat précédent, les charges à caractère générales ont été optimisées pour permettre de dégager les marges de manœuvres nécessaires pour revenir à une CAF nette positive (cf. supra). L'augmentation progressive de 2019 à 2021 (environ 5%) provenait de facteurs endogènes<sup>8</sup>. Celle-ci **s'est sensiblement accélérée en 2022 du fait de facteurs exogènes dont la forte inflation :**

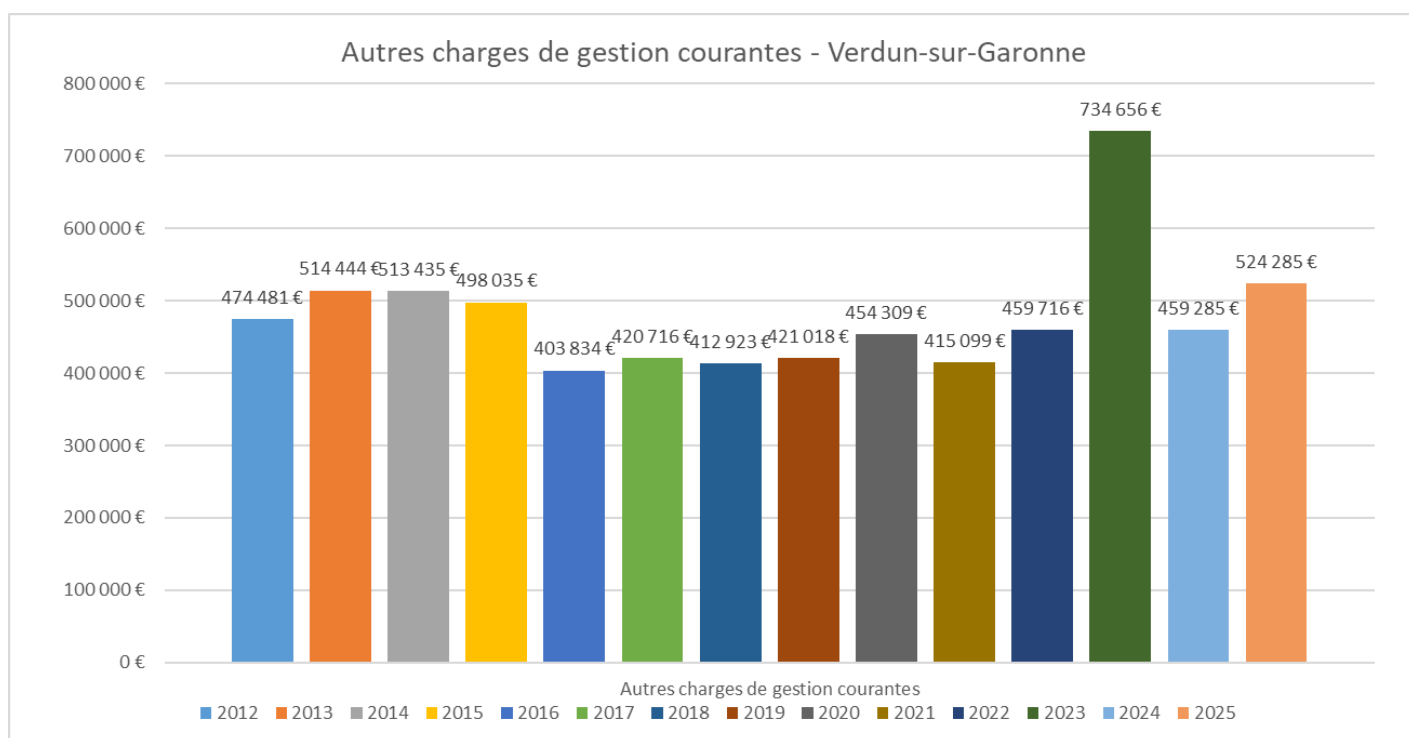
- Sur les consommations d'énergie de la commune (électricité, fioul...)
- Sur les contrats et marchés publics en cours.

Malgré la poursuite de l'inflation en 2023, les **choix opérés par la municipalité ont permis de**

<sup>8</sup> Amélioration de service public avec l'ALAE, restitution de compétence par la Communauté de communes comme la police municipale impliquant une création de service ex-nihilo avec de nouveaux contrats ([SACPA](#), logiciel, maintenance...).

**contenir l'augmentation** (sobriété énergétique dans les bâtiments, extinction nocturne de l'éclairage public, efforts supplémentaires d'optimisation au sein de services...) voire d'inverser la tendance avec **des baisses sur 2023 et 2024**, puis une augmentation légèrement supérieure à l'inflation sur **2025**.

**Les charges de gestion courantes : des participations d'abord rationalisées puis maintenues**



Ces charges regroupent notamment :

- Les subventions aux associations et écoles
- Les indemnités des élus
- Les participations à l'intercommunalité
- La participation au fonctionnement du SDIS
- La participation au CCAS
- La **participation au GIP Ma santé, Ma Région** depuis 2025 (ce qui explique le passage **de 459k€ en 2024 à 524k€ en 2025**, le GIP ayant effectué un appel de fonds de 50k€ sur la fin d'exercice).

Les **montants annuels de dépenses sont relativement stables depuis 2016**. L'augmentation sur l'année 2020 est due à la facturation de l'enlèvement des ordures ménagères sur les bâtiments publics par la Communauté de communes et le retard de facturation des transports scolaires par la Région. A l'inverse, en 2021 puis 2022, le passage en gratuité des transports scolaires pris en charge par la Région et la diminution des subventions aux associations du fait de la crise sanitaire ramène ce chapitre à son niveau de dépenses antérieur.

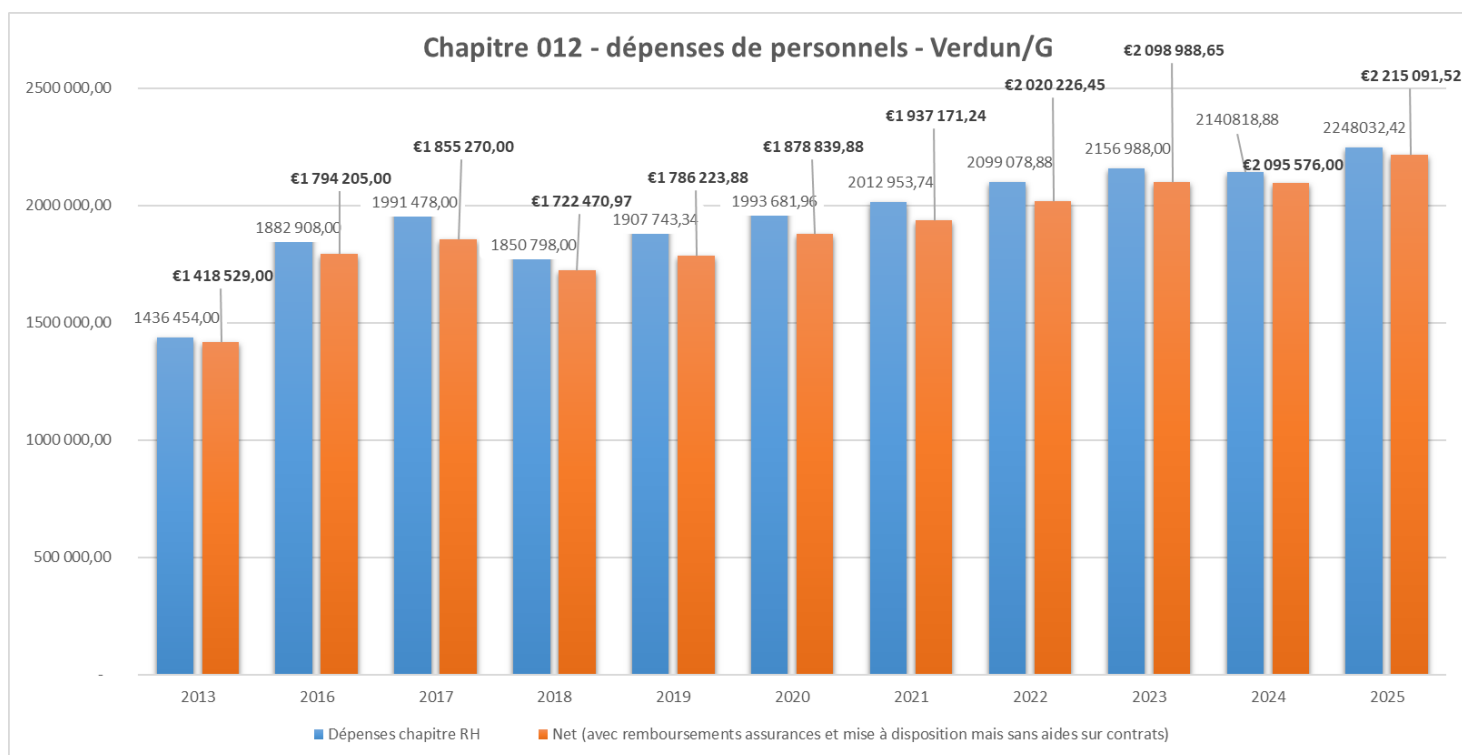
Toujours en 2022, il convient de noter parmi les dépenses « exceptionnelles » des refacturations de la Communauté de communes au sujet de la mise à disposition de la Maison Intercommunale de l'Enfance pour le mercredi après-midi (15 458.82 € pour 2019 et 2020 et 9 051.38 € pour 2021) qui ont eu un impact à la hausse (compensé par une régularisation de mise à disposition entre 2017 et

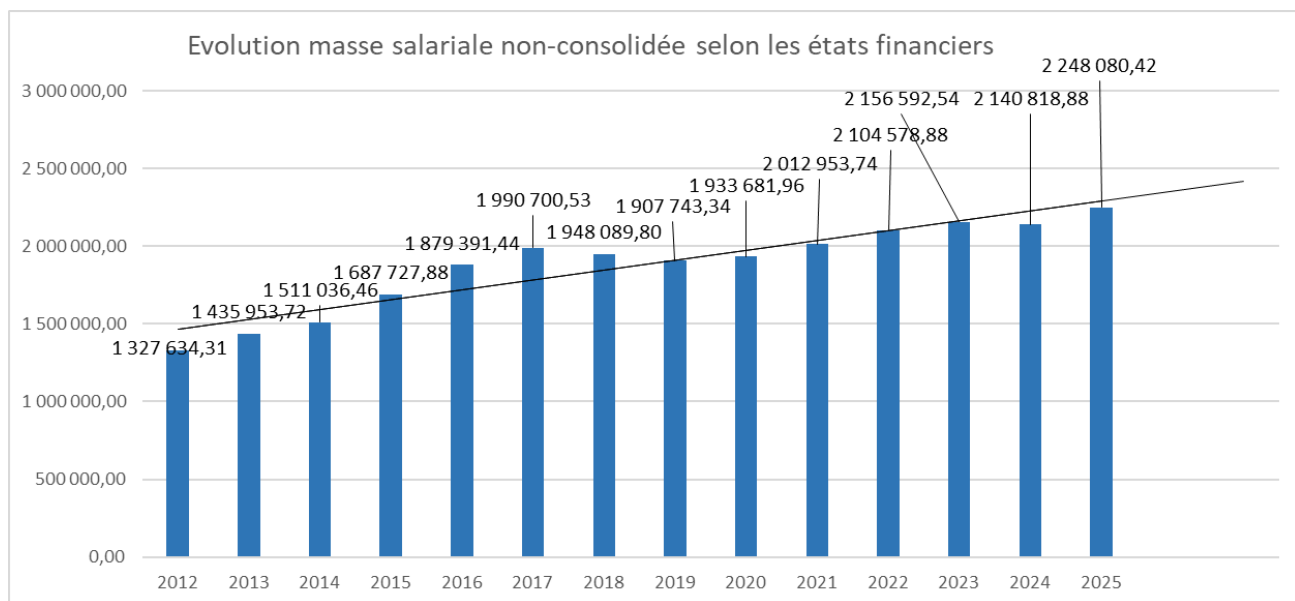
2019 en recettes).

**Sur 2023**, la commune et la Communauté de communes Grand Sud Tarn-et-Garonne ont finalisé le transfert de charges et de ressources liées aux zones d'activités des Barthes et de Faouquette/Saint-Pierre (transférées en 2017 par la prise de compétence obligatoire de la CCGSTG). Ainsi, la commune a reversé 303k€ à la CCGSTG pour la ZA Faouquette/Saint-Pierre que l'on retrouve imputé sur ce chapitre 65 « Autres charges de gestion courante ».

**Cela explique l'augmentation de 60% des dépenses sur ce chapitre en 2023** Parallèlement, la CCGSTG a reversé près de 80k€ à la commune concernant la ZA des Barthes (recette imputée au chapitre 77 « Recettes exceptionnelles »).

### **3.2- Les dépenses de personnel : fidélisation et attractivité pour l'avenir tout en contenant les augmentations exogènes**





### Évolution des Équivalents Temps Pleins (ETP) au 1<sup>er</sup> janvier

| Année           | 2015  | 2016 | 2017  | 2018  | 2019  | 2020  | 2021  | 2022 | 2023  | 2024  | 2025  | 2026  |
|-----------------|-------|------|-------|-------|-------|-------|-------|------|-------|-------|-------|-------|
| ETP réel estimé | 56.68 | 58.2 | 62.61 | 61.48 | 53.24 | 52.72 | 53.74 | 52.2 | 51.86 | 50.02 | 50.92 | 48,58 |

| Pôle                                   | Fonction   | ETP réel     | ETP budgétaire | Commentaires  |
|--|--|--------------|----------------|---|
| Enfance & Scolaire                     | Coordination Enfance Jeunesse Education (EJE)              | 2,00         | 2,00           |   |
|  | Animation  | 2,28         | 2,28           | Rappel transfert de personnel vers prestataire en 2019 - principe 1 animateur-référent par site |
|  | ATSEM  | 6,50         | 6,50           | Dont 1 agent faisant fonction + 1 agent à temps partiel thérapeutique                           |
|  | Restauration/Entretien                                     | 9,30         | 10,30          | Dont 5 agents en remplacements de vacances à vacances (0,7 ETP)<br>1 agent en CLD               |
| Cadre de vie, aménagement & patrimoine | Directrice + Coordinatrice                                 | 2,00         | 2,00           | Inclus les missions d'aménagement (auparavant au service Urbanisme)                             |
|  | Cadre de vie (Espaces verts & voirie)                      | 7,50         | 8,50           | + 1 agent en CLD + apprenti comptabilisé à 0,5  |
| Services techniques                    | Patrimoine (bâtiments, magasin, logistique, entretien)     | 6,00         | 7,00           | 1 électricien non renouvelé à compter du 1er janvier 2026                                       |
| Administration                         | Police municipale  | 1,40         | 2,40           | Dont 0,4 ETP secrétariat PM<br>1 recrutement PM en cours  |
|  | Direction Générale   | 1,00         | 1,00           |   |
|  | RH/Finances/Commande publique                              | 5,00         | 5,00           | 1 RAF + 2 ETP<br>Finances/Commande publique + 2 ETP RH  |
|  | Population (état civil/Asso/Communication /Urbanisme/CCAS) | 5,60         | 5,60           | inclus l'accueil du public urbanisme depuis 2024  |
| <b>TOTAL</b>                           |  | <b>48,58</b> | <b>52,58</b>   | <b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2026</b>   |

Alors que les effectifs réellement sur le terrain ont diminué entre 2024 et 2025, l'augmentation de dépenses exécutées au chapitre 012 est d'environ 120 000 €. Cela s'explique essentiellement par **l'augmentation des cotisations patronales** dont la CNRACL (estimée à +40k€) ou le versement mobilité régional (à verser à compter de novembre 2025, +3k€ en année pleine), aux **différentes évolutions mises en place en 2025** dont la Protection Sociale Complémentaire (estimée à + 10k€) ou la refonte du RIFSEEP (+35k€).

Sur le plan strictement budgétaire, les exercices 2026 et suivants prendront en compte des impacts sur plusieurs exercices complets :

- des **évolutions internes 2024 et 2025 en terme d'effectifs**, dont certains recrutements encore en cours ;
- des **arbitrages volontaristes des élus** mis en œuvre dès 2025 (refonte du régime indemnitaire, astreintes semaines, mise en œuvre complète de la protection sociale complémentaire, forfait mobilités durables...);
- des **facteurs endogènes d'évolution « classiques »** (Glissement Vieillesse Technicité, effet de noria) ;
- des **facteurs endogènes évalués**, c'est-à-dire des différents besoins existants ou nouveaux qui sont identifiés pour les prochaines années (ex. : mise en service du futur gymnase du collège dont la commune assumera l'entretien courant) ;
- des **facteurs exogènes connus** à cette date (not. augmentation sur 4 ans<sup>9</sup> de la cotisation patronale CNRACL pouvant représenter à terme +100k€/an cf. supra, élargissement de la protection sociale complémentaire des agents à compter de 2029<sup>10</sup>) ;
- des **facteurs exogènes non connus** à cette date (augmentation du point d'indice, transferts de charges ou de compétences).

---

<sup>9</sup> **37,65 %** : le nouveau taux de cotisation patronal CNRACL au 1er janvier 2026. À compter du 1er janvier 2026, le taux de cotisation patronal à la CNRACL (Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales) augmentera à nouveau de 3 points et sera porté à 37,65 % (Décret n°2025-86).

Cette hausse marque une nouvelle étape dans l'adaptation du financement du régime de retraite des fonctionnaires territoriaux et hospitaliers. Elle traduit également la volonté d'assurer la pérennité du système face à l'évolution démographique et à l'allongement des carrières.

La CNRACL, qui couvre près de 2,3 millions d'actifs et 1,2 million de pensionnés, poursuit ainsi sa trajectoire d'équilibre, conformément aux orientations fixées par la loi de financement de la Sécurité sociale 2025 et aux analyses de la Caisse des dépôts (*extrait article [blog Adeilyce](#)*).

<sup>10</sup> <https://www.vie-publique.fr/loi/299337-protection-sociale-complementaire-agents-territoriaux-loi-du-22-12-2025>

## 4. Le Plan Pluriannuel de Fonctionnement

La définition du Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI) se base sur la projection établie via un Plan Pluriannuel de Fonctionnement (PPF). Pour calculer la capacité à investir de la collectivité, la logique de la construction budgétaire commence par l'évaluation dans le PPF des recettes sur plusieurs années, en intégrant une analyse des risques.

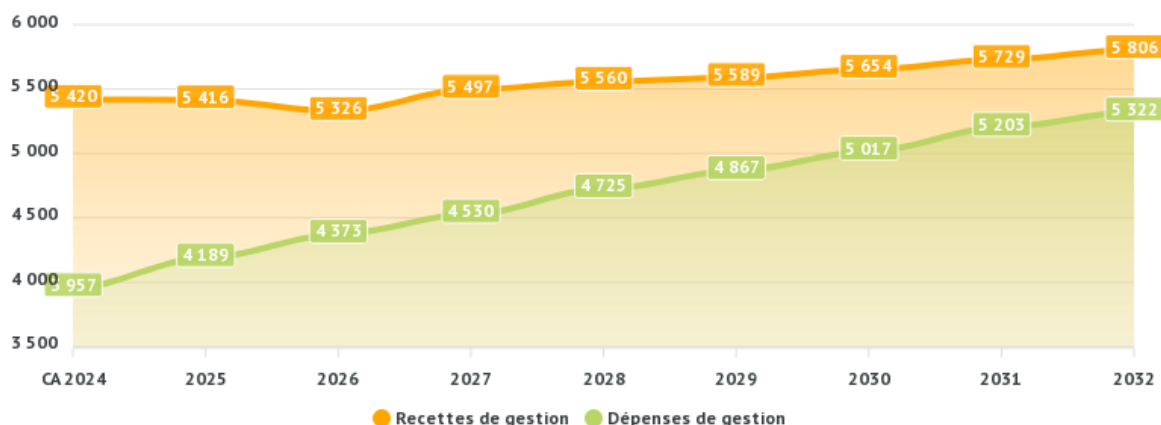
### L'analyse prospective macro : un effet ciseaux de plus en plus marqué

Outre les éléments concernant les dépenses de fonctionnement (cf. supra 2.), l'établissement d'un PPF tient compte d'une analyse rétrospective d'ensemble. La lecture comparative des dépenses et des recettes de fonctionnement permet **d'évaluer l'ampleur de l'effet-ciseaux** (augmentation des dépenses et baisses des recettes dans le pire des cas, augmentation des dépenses plus rapide que celle des recettes dans les cas « classiques »).

Concernant notre commune, bien que les recettes connaissent une légère dynamique, celle-ci reste moins sensible que celle des dépenses **malgré d'importants efforts de gestion**.

#### Recettes et dépenses de gestion en k€

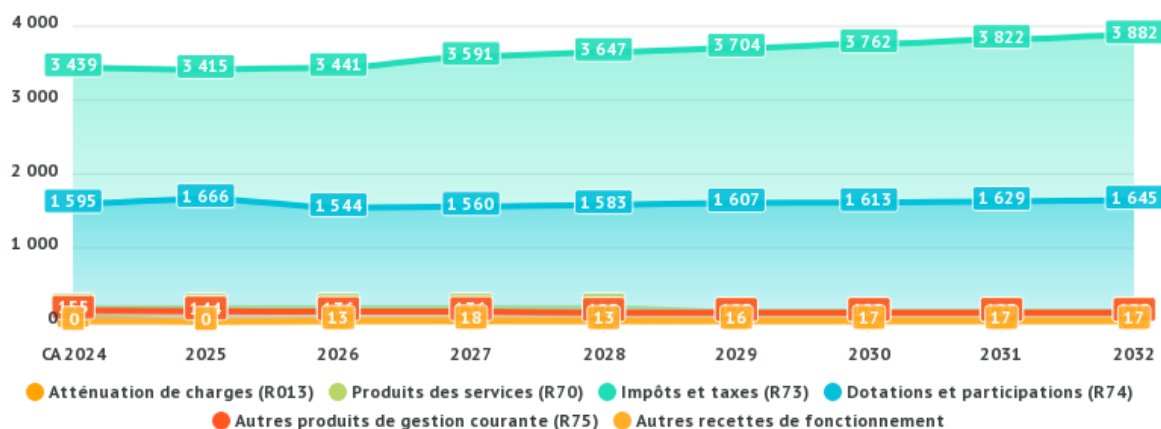
|                     | CA 2024 | 2025  | 2026  | 2027  | 2028  | 2029  | 2030  | 2031  | 2032  | %/an |
|---------------------|---------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|------|
| Recettes de gestion | 5 420   | 5 416 | 5 326 | 5 497 | 5 560 | 5 589 | 5 654 | 5 729 | 5 806 | 1%   |
| Dépenses de gestion | 3 957   | 4 189 | 4 373 | 4 530 | 4 725 | 4 867 | 5 017 | 5 203 | 5 322 | 4%   |



- Recettes de gestion = chapitres 70, 73, 74 et 75 / Dépenses de gestion = chapitres 011, 012, 014 et 65

## ■ Détail recettes de gestion en k€

|   | CA 2024 | 2025  | 2026  | 2027  | 2028  | 2029  | 2030  | 2031  | 2032  | %/an      |
|---|---------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-----------|
| Atténuation de charges (R013)             | 45      | 6     | 6     | 6     | 6     | 6     | 6     | 6     | 6     | -22%      |
| Produits des services (R70)               | 185     | 185   | 186   | 186   | 186   | 131   | 131   | 131   | 131   | -4%       |
| Impôts et taxes (R73)                     | 3 439   | 3 415 | 3 441 | 3 591 | 3 647 | 3 704 | 3 762 | 3 822 | 3 882 | 2%        |
| Dotations et participations (R74)         | 1 595   | 1 666 | 1 544 | 1 560 | 1 583 | 1 607 | 1 613 | 1 629 | 1 645 | 0%        |
| Autres produits de gestion courante (R75) | 155     | 144   | 136   | 136   | 125   | 125   | 125   | 125   | 125   | -3%       |
| Autres recettes de fonctionnement         | 0       | 0     | 13    | 18    | 13    | 16    | 17    | 17    | 17    | Infinity% |



## Le calcul prudent de l'évolution des recettes de fonctionnement

La projection est basée sur les chiffres suivants :

- Chapitre 013 (remboursement de charges de personnels) : *impossible à déterminer* – « socle » *minimum à retenir autour de 10k€/an<sup>11</sup>*
- Chapitre 70 : tarification des services (environ 0,5% - très dépendant de la tarification cantine et de la « cantine à 1€ » - prise en compte de la perte de la redevance Gravières dès 2029)
- Chapitre 73 : impôts (environ 1%/an, la moyenne effective étant de 3,50% sur ce mandat)
- Chapitre 74 : dotation (environ 2%/an, la moyenne effective étant de 3% sur ce mandat)
- Chapitre 75 : revenu des immeubles (environ 1% avec prise en compte des nouvelles données de locations et projections de cessions potentielles)

Au global, évolution des recettes de fonctionnement : entre 0,5 % et 1%.

## Levier fiscal : différents scénarii possibles pour maîtriser l'effet ciseaux

L'exercice 2025 marque donc un tournant majeur dans la prospective, puisque **l'effet-ciseaux que la commune anticipe depuis plusieurs années est avéré** (les recettes stagnent, notamment au niveau fiscal, et les dépenses suivent leur augmentation « normale » malgré la poursuite d'importants efforts de gestion initiés depuis 2014).

<sup>11</sup> Cf. supra 2. Sur la renégociation du contrat d'assurance CNP à compter de 2026

En effet, il y a deux méthodes possibles pour maîtriser cette effet-ciseau, celles-ci pouvant être conjuguées :

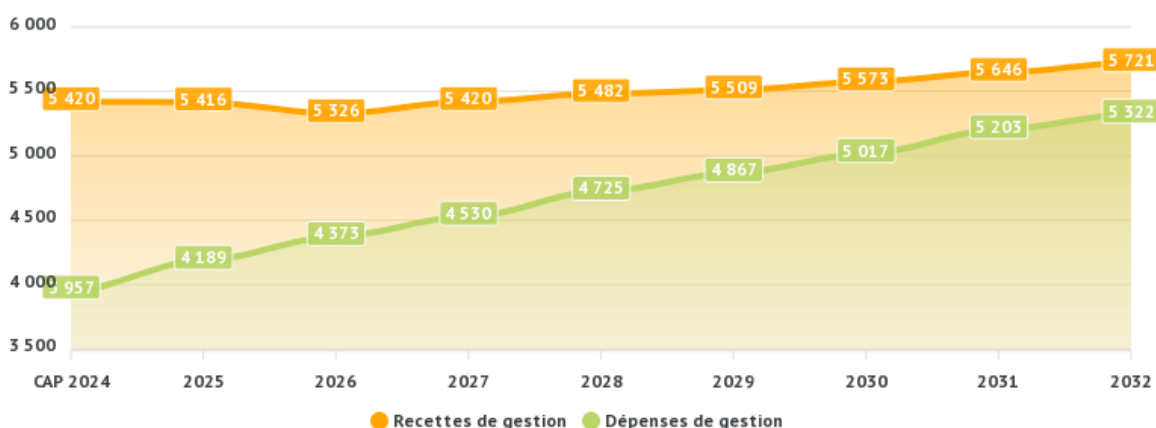
- Ajustement par la fiscalité
- Ajustement par des économies de gestion

Les économies de gestion étant mises en œuvre de façon constantes et soutenues depuis 2014 (tout en tenant compte des nouvelles dépenses issues de besoins nouveaux<sup>12</sup>), la mobilisation du levier fiscal est une hypothèse à simuler (cf. supra – p. 20) pour en évaluer les impacts.

*Scénario 1 – fil de l'eau : pas d'augmentation d'impôt*

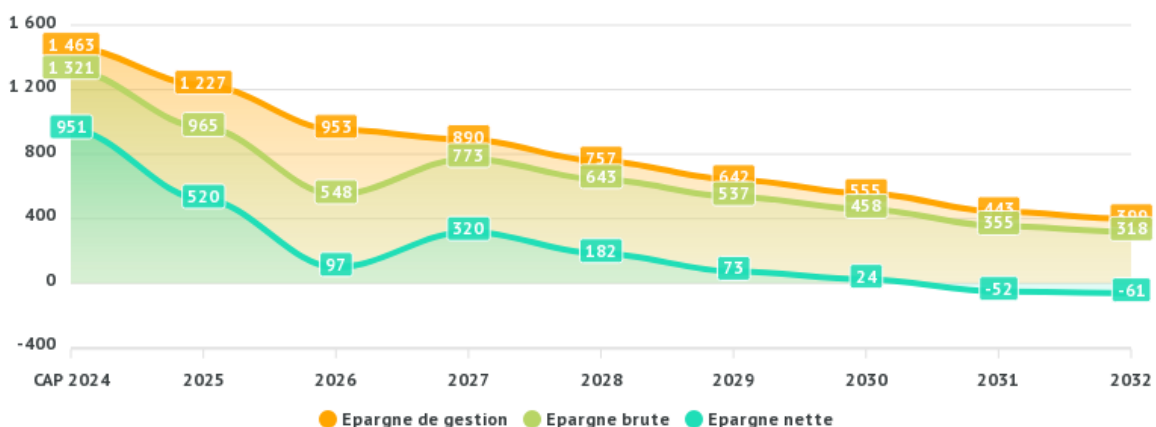
**Recettes et dépenses de gestion en k€**

|                     | CAP 2024 | 2025  | 2026  | 2027  | 2028  | 2029  | 2030  | 2031  | 2032  | %/an |
|---------------------|----------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|------|
| Recettes de gestion | 5 420    | 5 416 | 5 326 | 5 420 | 5 482 | 5 509 | 5 573 | 5 646 | 5 721 | 1%   |
| Dépenses de gestion | 3 957    | 4 189 | 4 373 | 4 530 | 4 725 | 4 867 | 5 017 | 5 203 | 5 322 | 4%   |



**Soldes d'épargne en k€**

|                    | CAP 2024 | 2025  | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | 2031 | 2032 | %/an |
|--------------------|----------|-------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| Epargne de gestion | 1 463    | 1 227 | 953  | 890  | 757  | 642  | 555  | 443  | 399  | -15% |
| Epargne brute      | 1 321    | 965   | 548  | 773  | 643  | 537  | 458  | 355  | 318  | -16% |
| Epargne nette      | 951      | 520   | 97   | 320  | 182  | 73   | 24   | -52  | -61  | 0%   |

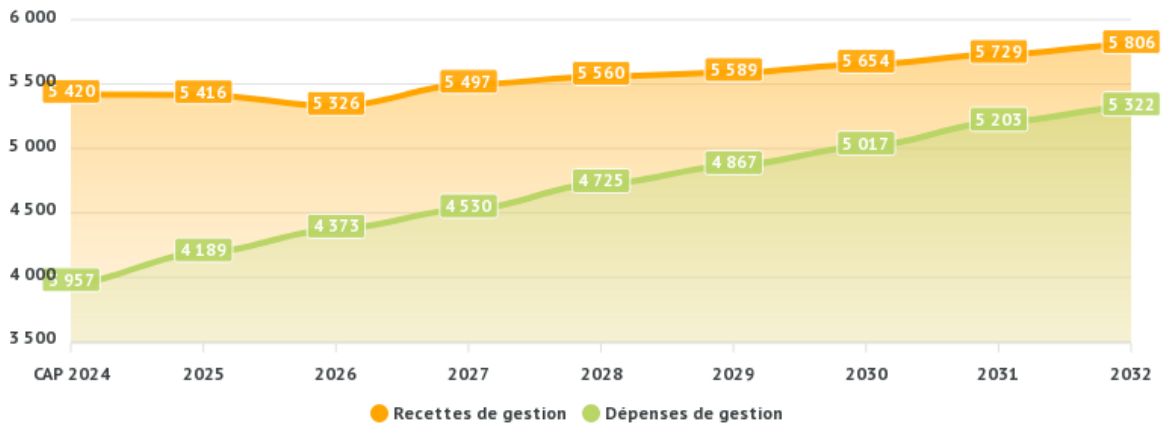


<sup>12</sup> Dépenses issues de la création de nouveaux services (ALAE, réinternalisation de la police municipale auparavant intercommunale), de livraison de nouveaux bâtiments (école la fontaine, parc des sports, poste de police municipale, centre de santé...) ou de nouvelles infrastructures (réseaux de fibre noire, nouveau parc de vidéoprotection...)

Scénario 2 : augmentation de 3% en une seule fois soit un taux de 55.46%

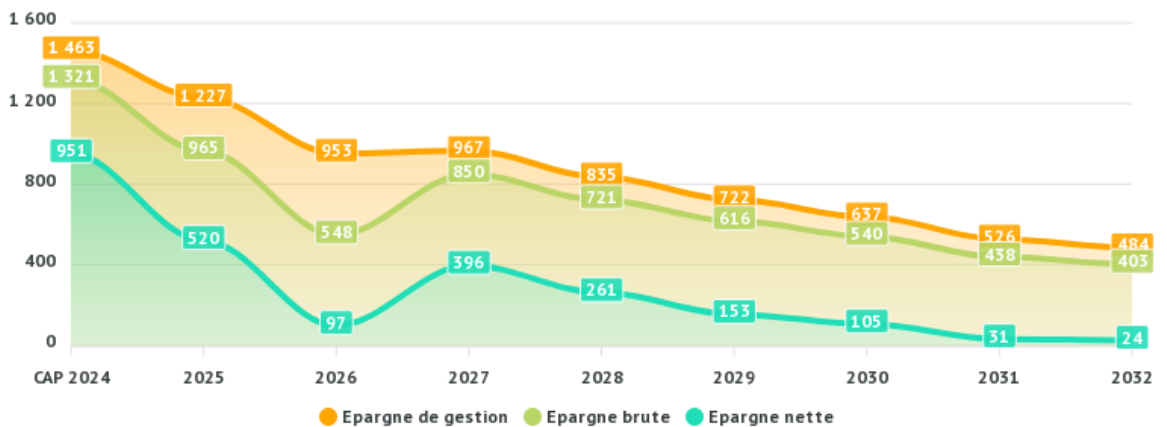
**Recettes et dépenses de gestion en k€**

|                     | CAP 2024 | 2025  | 2026  | 2027  | 2028  | 2029  | 2030  | 2031  | 2032  | %/an |
|---------------------|----------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|------|
| Recettes de gestion | 5 420    | 5 416 | 5 326 | 5 497 | 5 560 | 5 589 | 5 654 | 5 729 | 5 806 | 1%   |
| Dépenses de gestion | 3 957    | 4 189 | 4 373 | 4 530 | 4 725 | 4 867 | 5 017 | 5 203 | 5 322 | 4%   |



**Soldes d'épargne en k€**

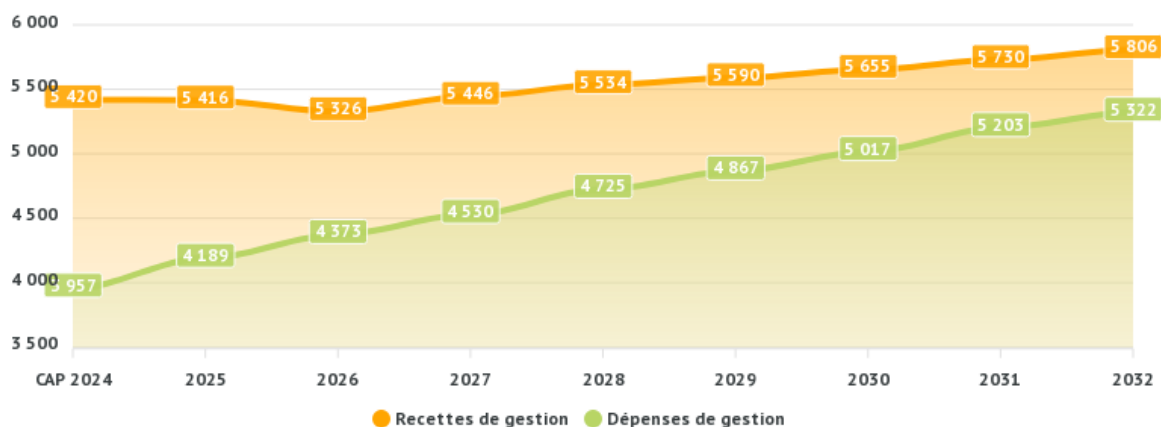
|                    | CAP 2024 | 2025  | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | 2031 | 2032 | %/an |
|--------------------|----------|-------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| Epargne de gestion | 1 463    | 1 227 | 953  | 967  | 835  | 722  | 637  | 526  | 484  | -13% |
| Epargne brute      | 1 321    | 965   | 548  | 850  | 721  | 616  | 540  | 438  | 403  | -14% |
| Epargne nette      | 951      | 520   | 97   | 396  | 261  | 153  | 105  | 31   | 24   | -37% |



Scénario 3 : augmentation impôt 1% par an sur 3 ans

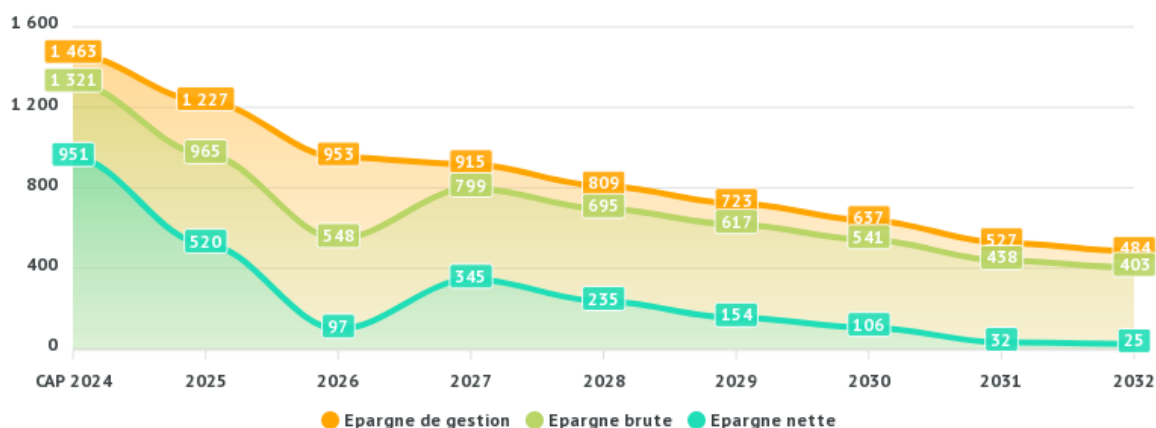
**Recettes et dépenses de gestion en k€**

|                     | CAP 2024 | 2025  | 2026  | 2027  | 2028  | 2029  | 2030  | 2031  | 2032  | %/an |
|---------------------|----------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|------|
| Recettes de gestion | 5 420    | 5 416 | 5 326 | 5 446 | 5 534 | 5 590 | 5 655 | 5 730 | 5 806 | 1%   |
| Dépenses de gestion | 3 957    | 4 189 | 4 373 | 4 530 | 4 725 | 4 867 | 5 017 | 5 205 | 5 322 | 4%   |



**Soldes d'épargne en k€**

|                    | CAP 2024 | 2025  | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | 2031 | 2032 | %/an |
|--------------------|----------|-------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| Epargne de gestion | 1 463    | 1 227 | 953  | 915  | 809  | 723  | 637  | 527  | 484  | -13% |
| Epargne brute      | 1 321    | 965   | 548  | 799  | 695  | 617  | 541  | 438  | 403  | -14% |
| Epargne nette      | 951      | 520   | 97   | 345  | 235  | 154  | 106  | 32   | 25   | -37% |



**Maitriser la progression des dépenses de fonctionnement**

Le maintien de la capacité financière de la commune nécessite une maîtrise des dépenses de fonctionnement pour conserver une **épargne brute (CAF brute) positive**. Pour cela, le rythme de progression des dépenses de fonctionnement ne doit donc pas dépasser celui évalué pour les recettes (*cf. supra*).

Le détail par chapitre sera discuté lors de la présentation du budget primitif.

**L'impact du Plan Pluriannuel d'Investissement** (cf. infra 5.) est pris en compte dans le Plan Pluriannuel de Fonctionnement. Dans les grandes lignes, voici quelques exemples intégrés :

- Prise en compte du coût global des projets et donc des coûts de fonctionnement induits par les nouvelles infrastructures (nouveaux vestiaires au Parc des sports, futur centre de santé, bâtiment Baggi, futur gymnase) en termes d'entretien, de maintenance, d'assurances etc. ;
- Participation au GIP « Ma Santé Ma Région » tenant compte d'un déficit de fonctionnement estimé du futur centre de santé de 100 000€ sur les trois premières années (montant basé sur les retours d'expériences du GIP) pris en charge à 33,33% par la commune, 33,33% par le Département et 33,33% par la Région.

**La matrice des risques budgétaires souligne des fragilités potentielles**

L'analyse prospective des dépenses et des recettes de fonctionnement nécessite la prise en compte des risques futurs en fonction de leur **probabilité** de survenance et de l'ampleur de leur **impact**. Cette cartographie permettra d'évaluer dans le temps la prospective en fonction de l'évolution du contexte.

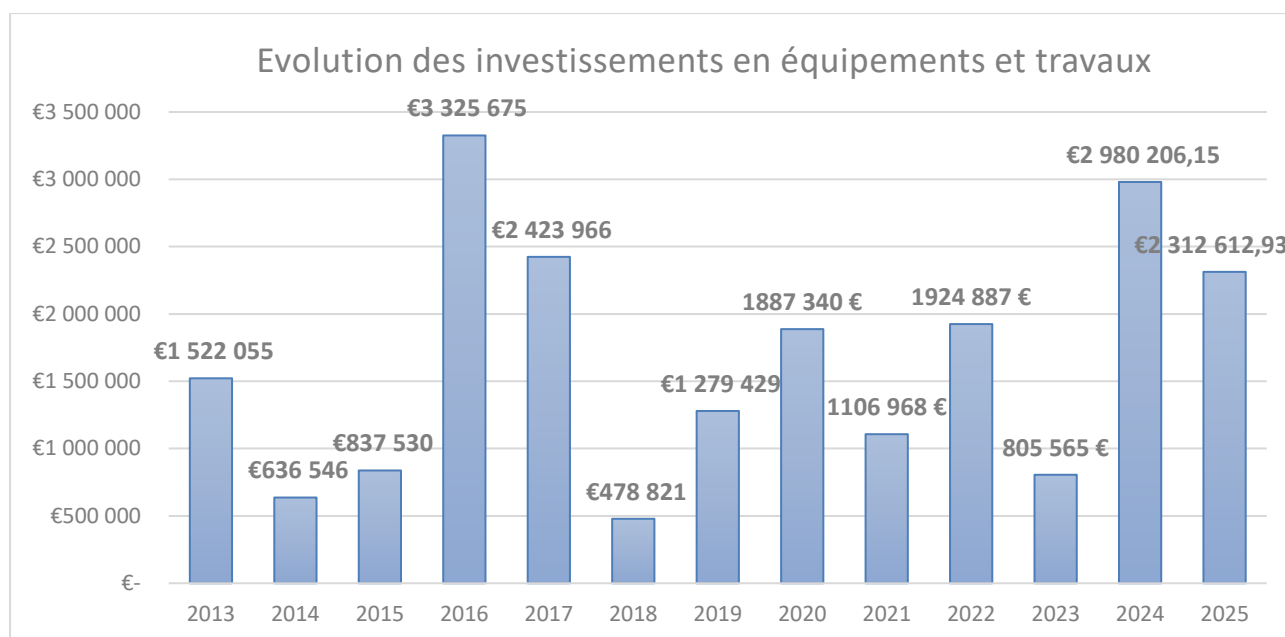
| PROBABILITE                |  |   |   |   |
|----------------------------|--|---|---|---|
| <i>Très élevé/certaine</i> |  | Déficit Centre de santé évalué sur 3 ans à 35k€/an  | Perte du fonds d'amorçage (90k€)  | Mobilisation emprunt CRCA 2024 : hausse endettement, remboursement capital & intérêts   |
|                            |  | Gestion gymnase du collège : perte de recette de 10k€ (mise à dispo de nos équipements) et nouvelles dépenses de 20k€ | Augmentation RH (012) endogènes (RIFSEEP, PSC, FMD)   | Financement du gymnase du collège   |
|                            |  | Augmentations structurelles inévitables 011 (nouveaux bâtiments)  | Passage 5000 habitants/fin commune rurale --> Dotation de solidarité urbaine                  | Augmentation cotisation patronale CNRACL : +100k€ en 2028   |
|                            |  | Baisse de la DMTO et taxe d'aménagement   | Inconnue sur le montant définitif des projets en cours de programmation : Baggi, SDIE...      | <i>Le cumul des risques (Fds amorçage, emprunt, 5k habitants) peut représenter jusqu'à 250k€/an de diminution de CAF</i>            |
| <i>Elevée/Probable</i>     |  | Risques environnementaux (crues, RGA...) & technologiques / assurabilité des collectivités                            | <i>écart entre les subventions d'investissement souhaitées et celles effectivement reçues</i> | Terme des 8 ans de l'acquisition EPFO des terrain ex-EHPAD (260+120k€) 2019 - 2027  |
|                            |  | Augmentation RH (012) exogènes  | Périls (Gabriel Péri, rue Bastide)  | PLF 2025 : baisse des marges pour les gros (Région, Département...) vont se répercuter sur les "petits" (baisse des subventions...) |
| <i>Moyenne/Possible</i>    | Augmentation des bases dans le PLF en fonction de l'IPCH + revalorisation de certaines catégories de biens via la "fiabilisation automatique" (cf. présentation DGFIP juin 2025) | Augmentation des besoins RH   | Enjeux fonciers structurants (Medou 3, autres...)   |   |
|                            | Augmentation enveloppe DGF Etat  | Risques pour les satellites (AFL, ARAC, ALAE, MJC, CCGSTG, syndicats...)  | Perte de soutien de l'Etat sur cantine à 1€ (100k€)   | Emprunts garantis (cf. situation financière EHPAD et bailleurs sociaux)   |
| <i>Faible/Peu probable</i> | Pacte Fiscal et financier ?  | Schéma de mutualisation   | Tarifification et modes de gestion des services   |   |
| <i>Nul/Rare</i>            | Evolution des Attributions de compensation : enjeu PM  |   |   |   |
| <b>PROBABILITE</b>         | <i>Nul ou Positif</i>  | <i>Moyen</i>  | <i>Fort/Elevé</i>   | <i>Très fort/Très élevé</i>   |
|                            |  |   |   | <b>IMPACT</b>   |

*En bleu les risques réalisés*

**Pour rappel la matrice des risques ROB 2025 :**

|  |   |   |   |
|--|---|---|---|
| <i>Très élevé/<br/>certaine</i>              | Déficit Centre de santé évalué sur 3 ans à 35k€/an  | Perte du fonds d'amorçage (90k€ précédemment, 45k€ en 2024) - confirmé en 2025                | Mobilisation emprunt CRCA 2024 : hausse endettement, remboursement capital & intérêts   |
|  | Gestion gymnase du collège : perte de recette de 10k€ (mise à dispo de nos équipements) et nouvelles dépenses de 20k€ | Augmentation RH (012) endogènes (RIFSEEP, PSC, FMD)   | Financement du gymnase du collège   |
|  | Augmentations structurelles inévitables 011 (nouveaux bâtiments)  | Passage 5000 habitants/fin commune rurale --> Dotation de solidarité urbaine                  | Augmentation cotisation patronale CNRACL : +100k€ en 2028   |
|  | Baisse de la DMT0 et taxe d'aménagement   | Inconnue sur le montant définitif des projets en cours de programmation : Baggi, SDIE...      | <i>Le cumul des risques (Fds amorçage, emprunt, 5k habitants) peut représenter jusqu'à 250k€/an de diminution de CAF</i>            |
| <i>Elevée/<br/>Probable</i>                  | Risques environnementaux (crues, RGA...) & technologiques / assurabilité des collectivités                            | <i>écart entre les subventions d'investissement souhaitées et celles effectivement reçues</i> | Terme des 8 ans de l'acquisition EPFO des terrain ex-EHPAD (260+120k€) 2019 - 2027  |
|  | Augmentation RH (012) exogènes  | Périls (Gabriel Péri, rue Bastide)  | PLF 2025 : baisse des marges pour les gros (Région, Département...) vont se répercuter sur les "petits" (baisse des subventions...) |
| <i>Moyenne/<br/>Possible</i>                 | Augmentation des bases dans le PLF en fonction de l'IPCH  | Augmentation des besoins RH   | Enjeux fonciers structurants (Medou 3, autres...)   |
|  | Augmentation enveloppe DGF Etat   |   | Perte de soutien de l'Etat sur cantine à 1€ (100k€)   |
| <i>Faible/<br/>Peu probable<br/>Nul/Rare</i> | Pacte Fiscal et financier ?   | Schéma de mutualisation   | Tarification et modes de gestion des services   |
|  | Evolution des Attributions de compensation : enjeu PM   |   | Emprunts garantis (cf. situation financière EHPAD et bailleurs sociaux)   |

## 5. Plan pluriannuel d'investissement



| <b>DÉPENSES EN ÉTUDES, ÉQUIPEMENTS ET TRAVAUX</b>  |   |  |  |  |  |
|--|---|--|--|--|--|
| 2020   | 2021  | 2022   | 2023   | 2024   | <a href="#">2025</a>   |
| 1 887 340 €  | 1 106 968 €   | 1 924 887 €  | 805 565 €  | 2 980 206,15 €   | 2 312 612,93 €   |
| Essentiellement route piste cyclable route d'Auch, remplacements éclairage public (ballons fluos), travaux de voirie et création de deux aires de jeux | Études terminées route de Toulouse, centre ancien et projet associatif + Travaux de voirie et d'accessibilité voirie + Réalisation du boulo-drome + Avancement du projet Vivez Garonne + Fin travaux route d'Auch + Renforts pignons Mairie | Travaux Avenue de Toulouse + programme voirie + travaux Ad'Ap + finalisation Vivez Garonne | Maitrise d'œuvre (Parc des sports) et programmation (Baggi/Centre de santé) + programme voirie | Travaux Parc des sports, centre de santé, Ad'Ap, La Poste/bureau de police municipale, fibre noire + études et conception vidéoprotection, poursuite programmation Baggi, réfection toiture Tour de l'Horloge... | Travaux Parc des sports, centre de santé, Ad'Ap, La Poste/bureau de police municipale, fibre noire, petits travaux école de demain + études et conception vidéoprotection, étude de programmation école de demain, poursuite programmation Baggi,... |

Pour rappel, le Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI) de la commune fait suite au constat fait auprès des partenaires financiers que Verdun-sur-Garonne, **commune « bourg centre » absorbant des charges de centralité**, accusait un retard patent en matière d'infrastructures. Ces constats ont fait l'objet de nombreuses actions depuis deux mandats pour y remédier<sup>13</sup>.

La **contractualisation** effectuée avec le Département (Avenant n°2 au Contrat Local d'Équipement) et avec la Région (Avenant n°1 au contrat Bourg-centre) **ont été mises à jour en 2024 pour actualiser les projets et actions** qui y sont liés et mettre à jour les priorités futures.

Les piliers définis pour ce mandat ont mené vers une politique ambitieuse pour rattraper un retard dans la vie associative et les services publics, ainsi que l'anticipation d'un risque dans le domaine de la santé :

- Le **tissu associatif** avec la réhabilitation du parc des sports, la création d'un gymnase attendant au collège et le projet création de locaux associatifs au rez-de-chaussée du bâtiment Baggi (anticipé dès 2024 avec l'installation dans les locaux Place de l'Olivier) ;
- Les **services publics et la solidarité** avec la poursuite du développement du Centre Communal d'Action Sociale et son installation – ainsi que toutes les permanences des partenaires (impôts, conciliateur de justice, MSA, Carsat...) au sein du nouveau local Place de l'Olivier ;
- La **santé** avec la réalisation et le fonctionnement d'un centre de santé en partenariat avec le GIP « Ma santé Ma Région » ;
- La **prévention et la sécurité** avec la création en 2025 d'un bureau de police municipale dans les locaux de la partie centre de tri du bâtiment jusque-là occupé par La Poste (appartenant à la commune) ainsi que la création d'un parc de vidéoprotection en 2026.

Il est important de noter que ces réalisations ne sont pas des projets de « confort » mais bien de besoins structurants nécessaires pour le territoire, sur la commune et au-delà.

---

<sup>13</sup> Création d'équipements (City parc, école la fontaine, salle multisports et halle polyvalente attenante, nouveau parc des sports, centre de santé...) ou d'infrastructures de mobilité (voies douces route d'Auch et Avenue de Toulouse, nouveau pôle d'usage/aire de covoiturage), rénovation lourde de bâtiments (gymnase du centre ancien, agenda d'accessibilité programmée sur plus de 20 locaux communaux) ou encore aménagement de nouveaux locaux avec développement des services associés (annexe de l'Olivier, bureau de police municipale...)

## 5.2- Zoom sur les projets majeurs

### 5.2.1 Projet 2022 – 2025 / Réhabilitation du parc des sports – AP votée pour 2,65 M€

2025 : Inauguration le 31/05/2025



Le projet est entré en phase opérationnelle en 2024. Il est aujourd'hui achevé et a été inauguré le 31 mai 2025.

À ce jour, les financements obtenus sont les suivants :

- 248 900 € de l'État au titre de la DSIL pour 2022
- 200 000 € du Département au titre du Contrat Local d'Équipement
- 25 000 € de la Région Occitanie
- 12 500 € de la Communauté de communes Grand Sud Tarn-et-Garonne
- 175 000 € de l'Agence Nationale du Sport (ANS)
- 60 700 € de la Fédération Française de Football (FFF)
- 25 000 € de la Fédération Française de Rugby (FFR) via l'ANS et son programme « Héritage 2023 »

Soit un total de **680 433 €** (soit **environ 40%** du montant total prévisionnel des travaux). Une demande de subvention auprès de l'Europe au titre du programme LEADER a été déposée en janvier 2025, avec un espoir de 80 000 € de subvention complémentaire.

## 5.2.2 - Projet 2023 – 2025 /Création et fonctionnement d'un centre de santé – AP votée pour 1,55M€

### 2025 : Ouverture du Centre de Santé le 13 octobre



Le contour de cet investissement, rendu nécessaire **pour anticiper le risque de désert médical** sur la commune à court/moyen terme, s'est construit dès 2021.

### **Un projet partenarial inscrit dans une démarche volontariste de la Région Occitanie - quelques dates & quelques chiffres**

- *novembre 2021* : délibération du conseil municipal validant un accord de principe pour adhérer au Groupement d'Intérêt Public (GIP) porté par la Région Occitanie
- *mai 2022* : création officielle du GIP "Ma Santé, Ma Région"
- *mai 2022* : délibération du conseil municipal validant l'acquisition d'un terrain en vue d'y construire un centre de santé
- *janvier 2023* : délibération du conseil municipal sollicitant officiellement l'intégration de la commune au GIP
- *janvier 2023* : signature du Contrat Local d'Équipement avec le Département du Tarn-et-Garonne, validant une première participation du **Conseil départemental à hauteur 16 403,74 €** (amenée des réseaux)
- *février 2023* : délibération du conseil municipal validant le plan de financement du centre de santé
- *avril 2023* : courrier de Monsieur le Maire sollicitant une subvention auprès de la **Région Occitanie** pour la construction du centre de santé
- *mai 2023* : arrêté de Monsieur le Préfet du Tarn-et-Garonne validant un co-financement de **l'Etat à hauteur de 295 000 €** pour ce projet
- *décembre 2023* : arrêté de Monsieur le Président du Département du Tarn-et-Garonne validant un co-financement du **Conseil départemental 82 à hauteur de 150 000 €** pour ce projet
- *avril 2024* : lancement par la commune de la consultation pour les travaux de construction du centre de santé
- *mai 2024* : signature d'une convention relative au versement d'un fonds de concours par la **Communauté de Communes Grand Sud Tarn-et-Garonne (CCGSTG) à hauteur de 2 000 €**

- *juin 2024* : signature de l'avenant n°1 au Contrat Local d'Équipement avec le Département du Tarn-et-Garonne, validant une seconde participation du **Conseil départemental à hauteur 50 118 €** (aménagement des espaces extérieurs)
- *juillet 2024* : signature des marchés publics de travaux par la commune pour un montant prévisionnel total d'environ 900 000 € HT - démarrage du chantier
- *novembre 2024* : validation d'une participation du **Syndicat Départemental d'Énergie du Tarn-et-Garonne (SDE82) à hauteur de 4 970 €** dans le cadre du Contrat Chaleur Renouvelable territorial.
- *Octobre 2025* : ouverture du centre au public

À ce jour, les financements obtenus sont donc les suivants :

- 295 000 € de l'État au titre de la DETR pour 2023
- 150 000 € du Département + 50 018 € au titre du Contrat Local d'Équipement (espaces extérieurs) + 16 403,74 € déjà obtenu pour le raccordement des réseaux à la parcelle
- 2 000 € de la Communauté de communes Grand Sud Tarn-et-Garonne
- 3 920 € du Syndicat Départemental de l'Énergie (SDE 82) au titre de la géothermie

La demande de subvention auprès de la Région Occitanie (240 000 € espéré) a été déposée. En revanche, le dépôt de la fiche d'intention concernant le Fonds européen de développement régional (FEDER) n'a pas permis de donner une suite favorable, les co-financements sur la partie présentable dans LEADER dépassant déjà 80%.

Le total des subventions espérées sur ce projet s'élèverait donc entre **700 000 et 750 000 €** (en fonction du montant accordé par la Région Occitanie).

### 2025 : démarrage de la conception



Suite à l'étude associative menée en 2021, un besoin important de locaux mutualisés à destination de la vie associative a été remonté. Le bâtiment dit « Baggi » situé derrière la Mairie, qui a fait l'objet de premières études de faisabilité dans le cadre de la réflexion menée sur le centre-ancien, apparaît comme une opportunité forte.

Après avoir sollicité les conseils des services de l'État (DDT), la commune a **élargi le périmètre et la durée de programmation bâimentaire** : intégration de la Mairie et du presbytère au périmètre de la réflexion, avec une réflexion de long terme incluant notamment le devenir de la chaudière fioul qui chauffe l'Hôtel de Ville. Par ailleurs, la commune a adhéré puis conventionné avec l'Agence Régionale Aménagement Construction ([ARAC](#)) Occitanie pour être accompagnée sur ce projet (Assistance à Maîtrise d'Ouvrage).

Une consultation a été publiée le 24 janvier 2023 pour **choisir un programmiste (Florès Bordeaux)** qui a **finalisé en 2024 un programme technique détaillé (PTD) sur les 3 bâtiments**. Le PTD concernant la Maison Baggi a été validé lors du conseil municipal de septembre 2024.

Compte tenu de l'ampleur du projet, celui-ci fera l'objet de plusieurs tranches qui étaleront sa réalisation sur plusieurs années.

La consultation pour la conception a été réalisée en début d'année 2025, le groupement ATELIER A Architecture Ville et Lumière (Architecte mandataire du groupement) – SETERSON (BET Structure) – SCOP ECOZIMUT (BET Fluides) – LEA LES ECONOMISTES ASSOCIES

(Economie de la construction et OPC) a été retenu.

L'Avant-Projet Sommaire (APS), réalisé par le groupement précédemment cité, a été validé au mois de décembre 2025. Voici une première esquisse du futur bâtiment.



© Groupement ATELIER A Architecture Ville et Lumière

Volumétries 3D - rue de la rue Gabriel Péri (façade ouest et sud)

de nouvelles modifications sont susceptibles d'être apportées avant le dépôt du permis de construire

5.2.4 - Projet 2023 – 2027 / Rénovation du bâtiment « centre de tri » de la Poste – nouveau bureau de police municipale et parc de vidéoprotection

**2025 : finalisation de la remise en état sommaire et livraison**



Le bâtiment de la Poste était sous bail emphytéotique administratif depuis 1992 (dernier renouvellement pour 40 ans). La Poste et la Mairie ont poursuivi en 2023 le travail administratif et les négociations pour dénoncer ce bail en rétrocédant à la Municipalité la partie centre de tri qui n'est plus utilisée. La partie commerciale reste de la propriété de la commune qui a signé **un bail commercial** avec La Poste de 9 ans.

Remis en état en 2024, cette partie est devenue le **nouveau bureau de police municipale, en lien avec la création du nouveau parc de vidéoprotection.**

| TRAVAUX                                    | DESCRIPTION                                   | MONTANT HT estimé et non exhaustif |
|--|---|------------------------------------|
| Remise en état du bâtiment du RDC au R+2   | Peinture, sol, plâtrerie                      | 26 776,12 €                        |
| Réhabilitation partielle - mise aux normes | Gros œuvre, électricité, carrelage, plomberie | 22 721,47 €                        |
| Remise en état porte entrée                | Suite à enlèvement du DAB                     | 7 188,45 €                         |
| Accès côté futur bureau de PM              | Depuis le jardin                              | 6 934,50€                          |

|   |   |             |
|---|---|-------------|
| Equipements et mobiliers                        | Digicode, armoires, bureaux, banque accueil...                | 10 000,00 € |
| Création du Centre de Supervision urbaine (CSU) | Prévu sur l'opération n°180                                   | 40 000,00 € |
| BE Construction                                 | Contrôle technique  | 2 650,00 €  |
| Accessibilité Bureau de Police Municipale       | Réalisation rampe + accompagnement dépôt permis de construire | 36 656,00€  |

### **5.2.5 – Le rappel des autres Autorisations de Programmes (AP) et opérations en cours**

Pour rappel, le Programme Pluriannuel d'Investissement (PPI) de la commune comprend :

- ➔ 169 – Finalisation ADAP : 315 000 € - finalisation sur 2026 (accessibilité Bureau Police Municipale)
- ➔ 179 – Développement de services numériques – opération – clôturée en 2025
- ➔ 180 - Équipements de prévention, de sureté et de sécurisation de la commune : 330 000 € incluant la vidéoprotection, la Défense Extérieure Contre les Incendies... – finalisation en 2026
- ➔ 181 Schéma Directeur Immobilier Énergétique (SDIE) : 800 000 € - réalisation des diagnostics en 2025
- ➔ 182 - Écoles du futur : 200 000 € - travaux commencés en 2025 - étude d'opportunité finalisée et présentée aux partenaires en décembre 2025
- ➔ 183 - Travaux dans les cimetières : 200 000 € - travaux terminés – finalisation aménagement cimetières sur 2026

### **5.2.6 - Projet 2023 – 2027 (maîtrise d'ouvrage Département) / Création d'un gymnase attenant au collège – participation communale d'1,9 M€ maximum**

#### **2025 : conception**



© Groupement GENS (Trames architectes / Delomenie / Batiserf / Qui Plus Est / CCVH)

Le projet, amorcé dès 2021 et pris en compte dans le cadre de l'étude pour le développement de la vie associative porté par la commune cette année-là, a connu différentes étapes (cf. ROB 2024).

En 2024, le Département a lancé la construction d'un équipement sportif moderne à Verdun-sur-Garonne avec un budget de 5,5 M€ HT. Il comprendra donc :

- Une **salle multisports 44 m x 24 m**, avec une hauteur de plafond à 9 m ainsi que des gradins 150 places ;
- Une **Structure Artificielle d'Escalade autonome** permettant une pratique concomitante avec l'aire de jeux ;
- Une **salle semi-spécialisée aire de 22 m x 18 m**.

#### Financement du projet :

Le Département du Tarn-et-Garonne a souhaité afficher une ambition forte pour cette infrastructure installée sur le territoire de la commune. Cette volonté se matérialise par la prise en charge financière à 100% de certains choix d'équipement (Structure Artificielle d'Escalade autonome et hauteur à 9 m, justifiées par la réponse à des besoins pour la pratique scolaire).

Par ailleurs, le **soutien de l'État** a été sollicité au mois d'avril 2025 au travers de la dotation de soutien à l'investissement des départements (DSID) à hauteur de **1 416 666,75 € HT**. Le soutien financier de l'Agence nationale du sport (ANS) sera également sollicité à hauteur de 400 000 € HT.

Dans l'intérêt du territoire et pour accompagner ce projet ambitieux, la commune a proposé la **prise en charge de gradins à 150 places**, option estimée à 235 000 € HT.

Conformément aux échanges avec les services départementaux, la participation communale initialement fixée à **1 900 000€ HT** a été **ajustée à 1 716 666€** (montant définitif, approximativement 30 % du coût de l'opération) par délibération 2025\_39 du 28 avril 2025.

Les modalités de versement de la participation financière ont été fixées par convention. Son versement interviendra en plusieurs tranches suivant le calendrier prévisionnel ci-après :

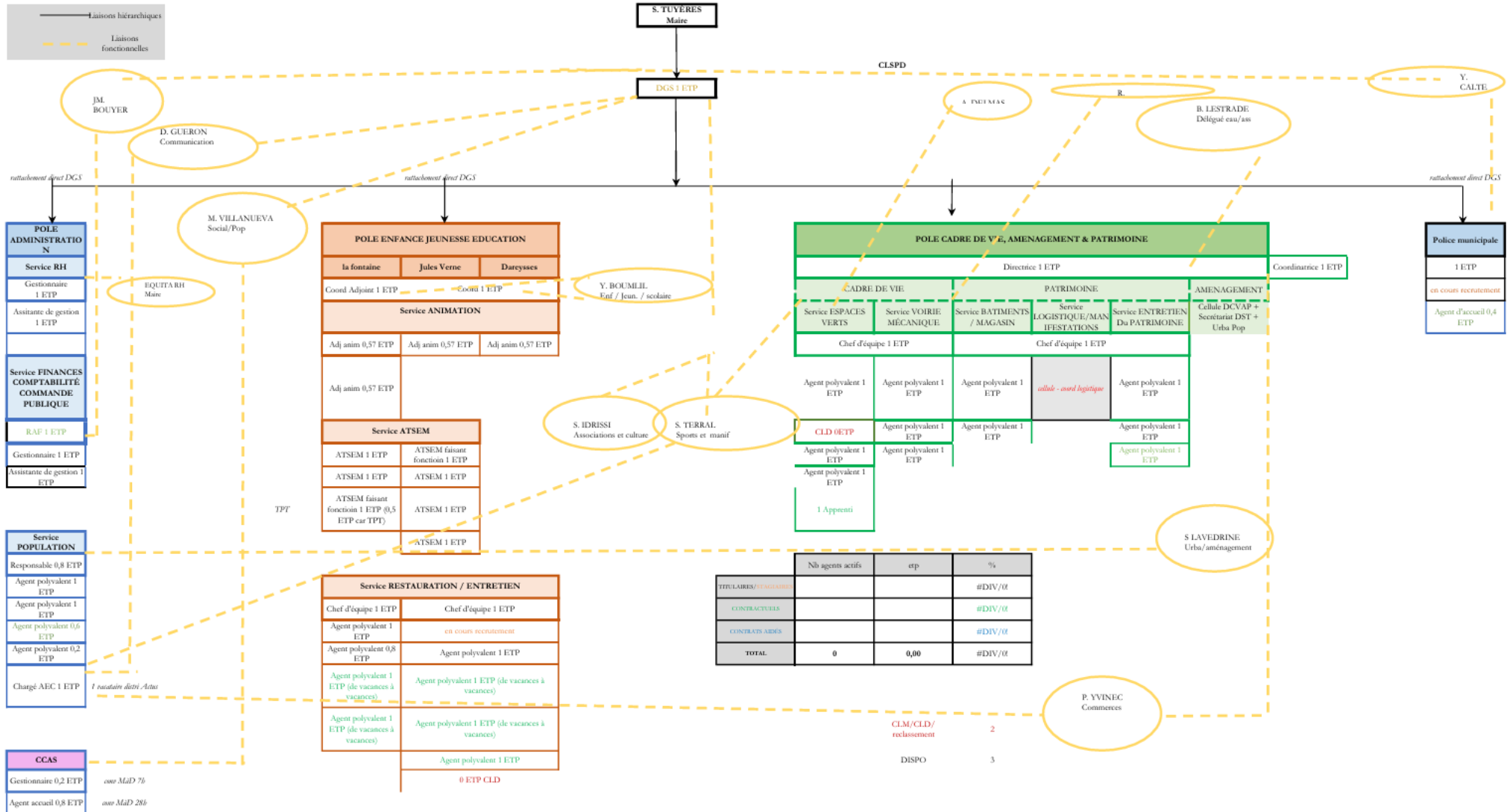
- 30% à la mise hors d'eau du bâtiment, soit 515 000 € (2027)
- 30 % au solde de l'opération, soit 515 000 € (2028)
- 40 % dans l'année de parfait achèvement, soit 686 667 € (2029)

Cette participation, prévue au PPI sur le prochain mandat, devra faire l'objet d'une **étude sur l'évolution des capacités de financement de la commune eu égard à son endettement**. La prise de participation à **l'Agence France Locale**, votée lors du conseil municipal du 09 décembre 2024, permet à la commune de s'inscrire dans un partenariat favorable au développement de son ingénierie financière en matière de dette.

## **5.3- Le Plan Pluriannuel d'Investissement global**


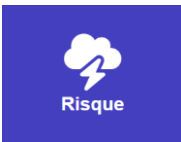
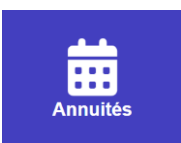

*En cours de finalisation – sa mise à jour sera présentée en séance.*

# Annexe 1 : Organigramme en ETP – JANV 2026 (agents actifs)



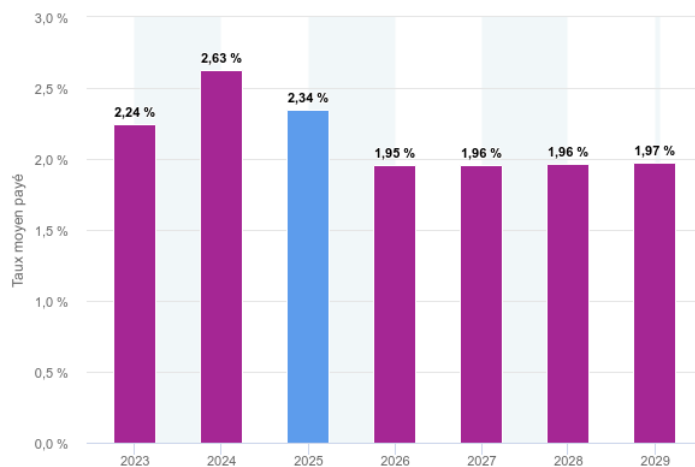
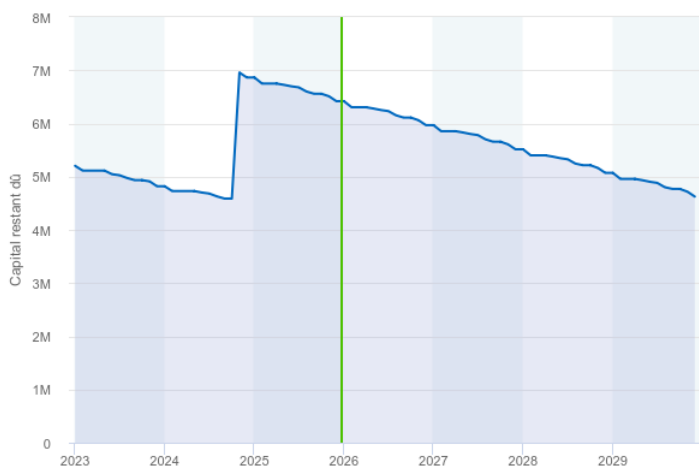
## Annexe 2 : Synthèse profil de dette de la commune

En date du 22/12/2025

|  |   |   |   |
|--|---|---|---|
|    | <b>Nombre de financements</b>             | <b>11</b>   | <b>6 418 581€</b><br><b>CRD</b><br>(au 22/12/2025)  |
|  | <b>Durée de vie résiduelle</b>            | <b>23 ans et 10 mois</b>  |   |
|  | <b>Durée de vie résiduelle moyenne</b>    | <b>17 ans et 7 mois</b>   |   |
|    | <b>Taux fixe (part de l'encours)</b>      | <b>67,32%</b>   | <b>2,34%</b><br><b>Taux d'intérêt moyen</b><br>(30E/360, exercice 2025)                             |
|  | <b>Taux variable (part de l'encours)</b>  | <b>32,68%</b>   |   |
|  | <b>Taux structuré (part de l'encours)</b> | <b>0%</b>   |   |
|    | <b>Capital</b>                            | <b>445 K€</b>   | <b>606 527€</b><br><b>Annuité</b><br>(due sur l'exercice 2025)                                      |
|  | <b>Intérêts</b>                           | <b>161 K€</b>   |   |
|  | <b>ICNE au 31/12/2025</b>                 | <b>31 K€</b>  |   |
|  | <b>€STR</b>                               | <b>1,93%</b> <span style="color: green;">▼</span> (2,90% au 01/01/2025) | <b>2,57%</b><br><b>Taux fixe 15 ans</b><br><span style="color: red;">↗</span> (2,14% au 01/01/2025) |
|  | <b>Taux fixe 10 ans</b>                   | <b>2,51%</b> <span style="color: red;">↗</span> (2,16% au 01/01/2025)   |   |
|  | <b>Taux fixe 20 ans</b>                   | <b>2,58%</b> <span style="color: red;">↗</span> (2,10% au 01/01/2025)   |   |

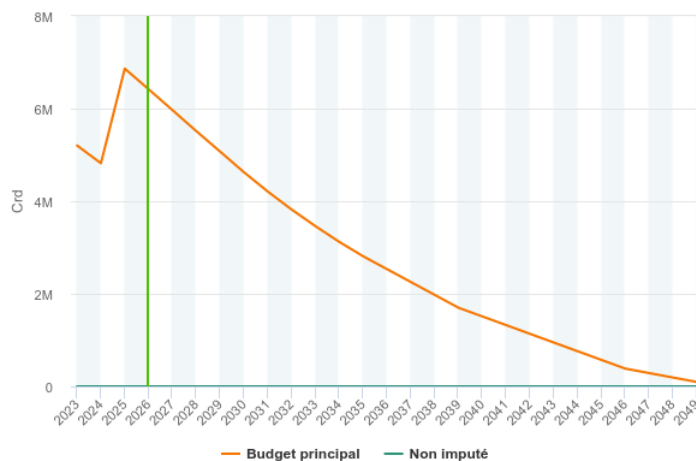
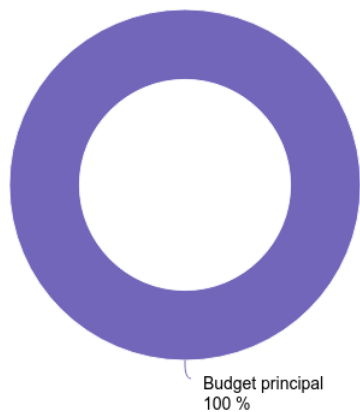
Taux fixes en amortissement trimestriel constant, 30E/360, hors marge bancaire.

### EVOLUTION DU CAPITAL RESTANT DÙ ET DU TAUX MOYEN SUR LES 5 PROCHAINES ANNEES



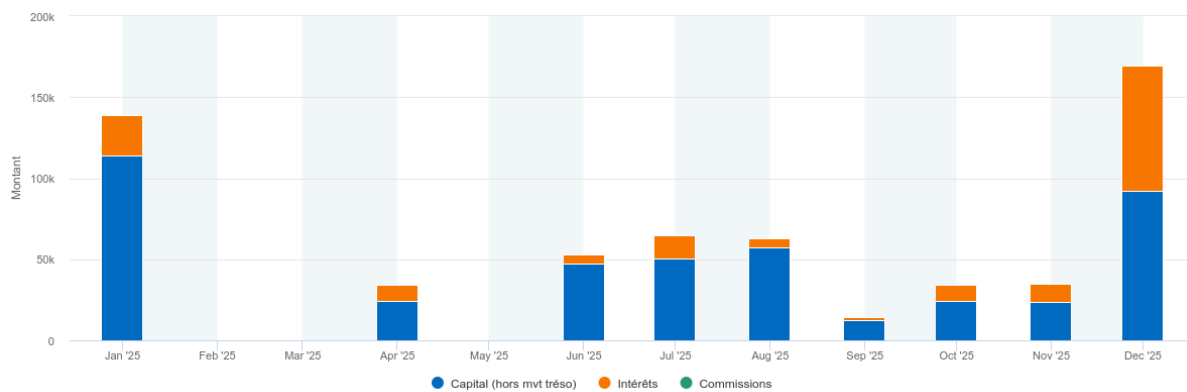
## REPARTITION PAR BUDGET

Au 22/12/2025



| Budget           | Date d'échéance | Intérêts de l'exercice | Encours       | Nombre | DVM  | DVR   | Taux moyen (Ex/360) | Poids   |
|------------------|-----------------|------------------------|---------------|--------|------|-------|---------------------|---------|
| Budget principal | 31/10/2049      | 161 316,48€            | 6 418 581,12€ | 11     | 9,03 | 23,87 | 2,34%               | 100,00% |

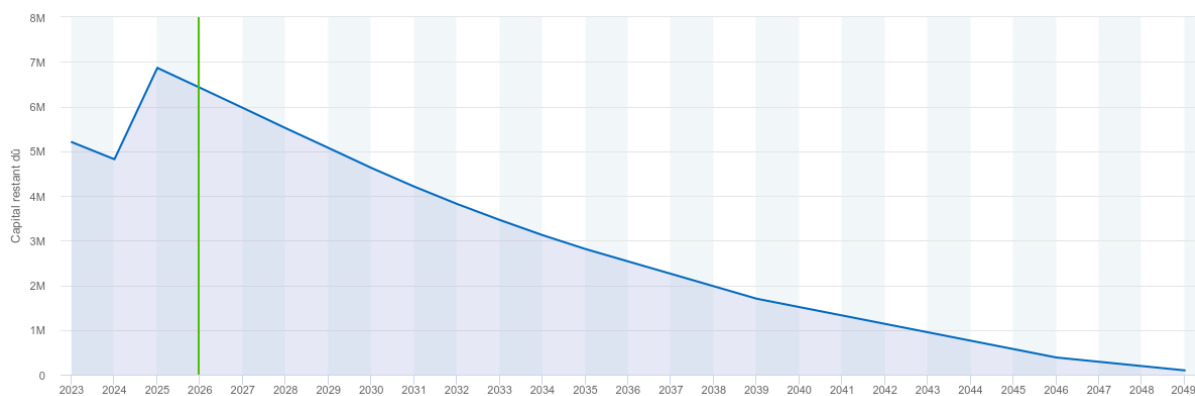
## SUIVI BUDGETAIRE



| Période | Date de début | Date de fin | CRD initial   | Echéance              |             |            |                  |                      | Total       |
|---------|---------------|-------------|---------------|-----------------------|-------------|------------|------------------|----------------------|-------------|
|         |               |             |               | Mobilisation / tirage | Capital     | Intérêt    | Intérêt hors RAT | Frais et commissions |             |
| 01/2025 | 01/01/2025    | 31/01/2025  | 6 863 791,52€ |                       | 114 000,00€ | 24 870,00€ | 24 870,00€       | 0,00€                | 138 870,00€ |
| 02/2025 | 01/02/2025    | 28/02/2025  | 6 749 791,52€ |                       | 0,00€       | 0,00€      |                  | 0,00€                | 0,00€       |
| 03/2025 | 01/03/2025    | 31/03/2025  | 6 749 791,52€ |                       | 0,00€       | 0,00€      |                  | 0,00€                | 0,00€       |
| 04/2025 | 01/04/2025    | 30/04/2025  | 6 749 791,52€ |                       | 24 000,00€  | 10 276,20€ | 10 276,20€       | 0,00€                | 34 276,20€  |
| 05/2025 | 01/05/2025    | 31/05/2025  | 6 725 791,52€ |                       | 0,00€       | 0,00€      |                  | 0,00€                | 0,00€       |
| 06/2025 | 01/06/2025    | 30/06/2025  | 6 725 791,52€ |                       | 47 624,00€  | 5 604,86€  | 5 604,86€        | 0,00€                | 53 228,86€  |
| 07/2025 | 01/07/2025    | 31/07/2025  | 6 678 167,52€ |                       | 50 341,97€  | 14 760,31€ | 14 760,31€       | 0,00€                | 65 102,28€  |

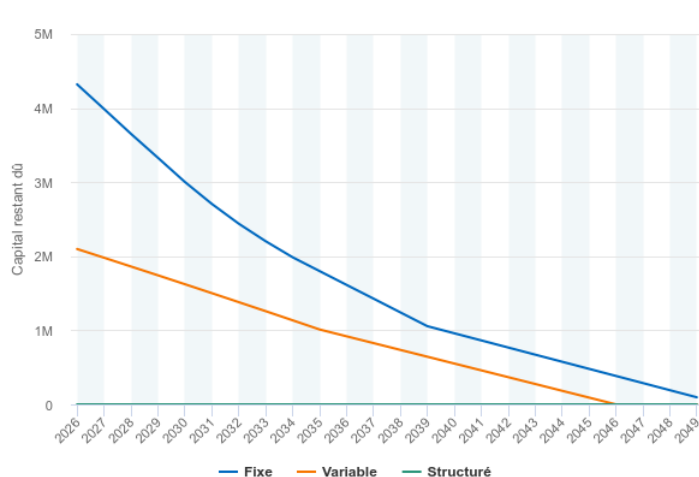
|         |            |            |               |  |            |            |            |       |             |
|---------|------------|------------|---------------|--|------------|------------|------------|-------|-------------|
| 08/2025 | 01/08/2025 | 31/08/2025 | 6 627 825,55€ |  | 57 391,41€ | 5 336,51€  | 5 336,51€  | 0,00€ | 62 727,92€  |
| 09/2025 | 01/09/2025 | 30/09/2025 | 6 570 434,14€ |  | 12 381,18€ | 1 865,76€  | 1 865,76€  | 0,00€ | 14 246,94€  |
| 10/2025 | 01/10/2025 | 31/10/2025 | 6 558 052,96€ |  | 24 000,00€ | 10 068,60€ | 10 068,60€ | 0,00€ | 34 068,60€  |
| 11/2025 | 01/11/2025 | 30/11/2025 | 6 534 052,96€ |  | 23 521,84€ | 11 296,24€ | 11 296,24€ | 0,00€ | 34 818,08€  |
| 12/2025 | 01/12/2025 | 31/12/2025 | 6 510 531,12€ |  | 91 950,00€ | 77 238,00€ | 77 238,00€ | 0,00€ | 169 188,00€ |

## PROFIL D'EXTINCTION

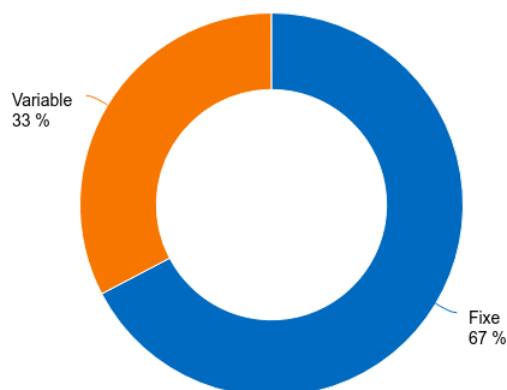


| Date       | Capital restant dû | Evolution (%) | Evolution      |
|------------|--------------------|---------------|----------------|
| 31/12/2024 | 6 863 791,52€      |               |                |
| 31/12/2025 | 6 418 581,12€      | -6,49%        | -445 210,40€   |
| 31/12/2026 | 5 968 396,26€      | -13,05%       | -895 395,26€   |
| 31/12/2027 | 5 514 752,25€      | -19,65%       | -1 349 039,27€ |
| 31/12/2028 | 5 071 812,76€      | -26,11%       | -1 791 978,76€ |
| 31/12/2029 | 4 625 927,62€      | -32,60%       | -2 237 863,90€ |
| 31/12/2030 | 4 209 055,76€      | -38,68%       | -2 654 735,76€ |
| 31/12/2031 | 3 820 623,73€      | -44,34%       | -3 043 167,79€ |
| 31/12/2032 | 3 460 741,74€      | -49,58%       | -3 403 049,78€ |
| 31/12/2033 | 3 121 324,02€      | -54,52%       | -3 742 467,50€ |
| 31/12/2034 | 2 811 450,00€      | -59,04%       | -4 052 341,52€ |
| 31/12/2035 | 2 533 500,00€      | -63,09%       | -4 330 291,52€ |
| 31/12/2036 | 2 255 550,00€      | -67,14%       | -4 608 241,52€ |

## REPARTITION PAR RISQUE

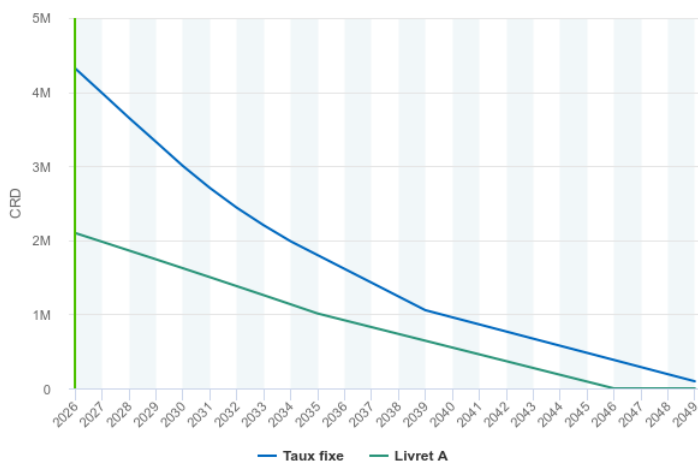


Au 22/12/2025

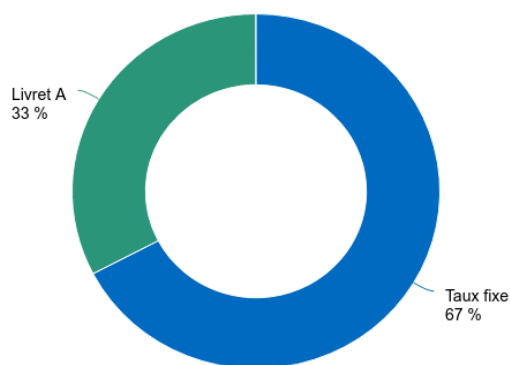


| Indexation | CRD           | Poids  | Nombre | Taux moyen - (ex/360) | Intérêts de l'exercice | Durée résiduelle          | CRD au 31/12/2025 |
|------------|---------------|--------|--------|-----------------------|------------------------|---------------------------|-------------------|
| Fixe       | 4 320 697,16€ | 67,32% | 8      | 1,58%                 | 72 782,24€             | 23 ans 10 mois et 2 jours | 4 320 697,16€     |
| Variable   | 2 097 883,96€ | 32,68% | 3      | 3,89%                 | 88 534,24€             | 19 ans 11 mois et 2 jours | 2 097 883,96€     |

## REPARTITION PAR INDEXATION

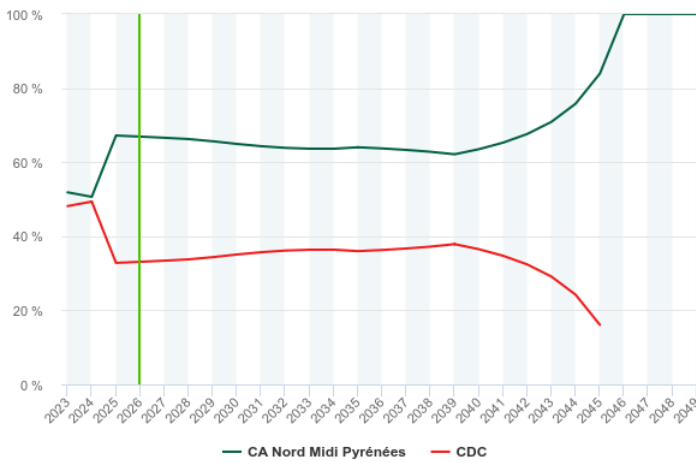


Au 22/12/2025

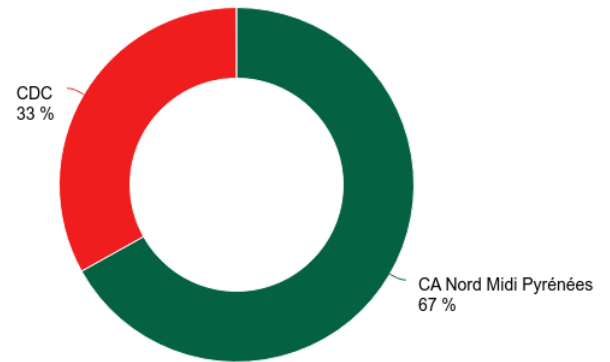


| Indexation | Nombre de lignes | CRD           | Poids  |
|------------|------------------|---------------|--------|
| Taux fixe  | 8                | 4 320 697,16€ | 67,32% |
| Livret A   | 3                | 2 097 883,96€ | 32,68% |

## REPARTITION PAR PRETEUR

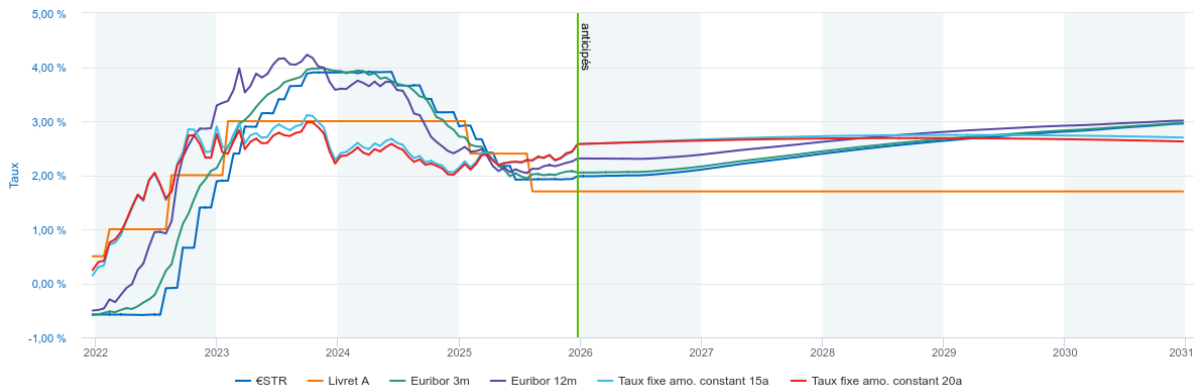


Au 22/12/2025



| Banque                             |  | Encours       | Nombre de produits en vie | Poids  |
|------------------------------------|--|---------------|---------------------------|--------|
| Crédit Agricole Nord Midi Pyrénées |  | 4 294 127,25€ | 7                         | 66,90% |
| Caisse des Dépôts et Consignations |  | 2 124 453,87€ | 4                         | 33,10% |

## SYNTHESE DES MARCHES



## VOTRE PORTEFEUILLE

| Référence | Nature           | Contrepartie (nom usuel) | CRD         | Indexation        | Budget                      | Taux  | Taux moyen de l'année | Date de fin | Objet |
|-----------|------------------|--------------------------|-------------|-------------------|-----------------------------|-------|-----------------------|-------------|-------|
| 1307430   | Emprunt bancaire | CDC                      | 26 569,91€  | Taux fixe à 4,79% | Budget principal (100,00 %) | 4,79% | 4,79%                 | 01/09/2027  |       |
| 5065642   | Emprunt bancaire | CDC                      | 19 700,46€  | Livret A + 1,00%  | Budget principal (100,00 %) | 2,70% | 3,80%                 | 01/11/2034  |       |
| 5065646   | Emprunt bancaire | CDC                      | 239 183,50€ | Livret A + 1,00%  | Budget principal (100,00 %) | 2,70% | 3,80%                 | 01/11/2034  |       |

|             |                  |                  |               |                      |                                |       |       |            |                        |
|-------------|------------------|------------------|---------------|----------------------|--------------------------------|-------|-------|------------|------------------------|
| 5100210     | Emprunt bancaire | CDC              | 1 839 000,00€ | Livret A +<br>1,00%  | Budget principal<br>(100,00 %) | 2,70% | 3,90% | 01/12/2045 |                        |
| 00000920847 | Emprunt bancaire | CA Nord Pyrénées | 1 170 000,00€ | Taux fixe à<br>1,15% | Budget principal<br>(100,00 %) | 1,15% | 1,15% | 31/01/2038 | Second groupe scolaire |
| 00003308760 | Emprunt bancaire | CA Nord Pyrénées | 2 304 000,00€ | Taux fixe à<br>1,73% | Budget principal<br>(100,00 %) | 1,73% | 1,73% | 31/10/2049 |                        |
| 30003536437 | Emprunt bancaire | CA Nord Pyrénées | 144 863,71€   | Taux fixe à<br>1,80% | Budget principal<br>(100,00 %) | 1,80% | 1,80% | 30/06/2032 |                        |
| 35173207070 | Emprunt bancaire | CA Nord Pyrénées | 174 979,42€   | Taux fixe à<br>1,50% | Budget principal<br>(100,00 %) | 1,50% | 1,50% | 01/08/2031 |                        |
| 44607562000 | Emprunt bancaire | CA Nord Pyrénées | 148 345,51€   | Taux fixe à<br>1,50% | Budget principal<br>(100,00 %) | 1,50% | 1,50% | 01/06/2030 |                        |
| 50011005752 | Emprunt bancaire | CA Nord Pyrénées | 228 541,99€   | Taux fixe à<br>1,80% | Budget principal<br>(100,00 %) | 1,80% | 1,80% | 31/07/2033 |                        |
| 50166245135 | Emprunt bancaire | CA Nord Pyrénées | 123 396,62€   | Taux fixe à<br>1,50% | Budget principal<br>(100,00 %) | 1,50% | 1,50% | 10/08/2029 |                        |

### Annexe 3 : Tableau financier

| Exercice | Population DGF de l'année N | Population INSEE de l'année N | Potentiel fiscal 4 taxes final | Potentiel financier final | Taxe sur les pylônes électriques | DMTO communaux - moyenne triennale | Prélèvement au titre du FNGIR de la commune | Attribution de compensation | Produit net TFPB de la commune | Produit net TFPNB de la commune | Produit net THRS de la commune |
|----------|-----------------------------|-------------------------------|--------------------------------|---------------------------|----------------------------------|------------------------------------|---|-----------------------------|--------------------------------|---------------------------------|--------------------------------|
| 2021     | 4 905                       | 4 848                         | 2 584 070                      | 2 998 065                 |                                  |                                    | 172 693                                     | 235 675                     | 920 887                        | 253 626                         | 1 147 278                      |
| 2022     | 4 934                       | 4 875                         | 2 724 856                      | 3 140 721                 | 148 131                          | 105 910                            | 172 693                                     | 235 675                     | 2 040 005                      | 31 278                          | 46 025                         |
| 2023     | 4 959                       | 4 900                         | 2 879 930                      | 3 298 379                 | 151 986                          | 110 115                            | 172 693                                     | 235 675                     | 2 123 431                      | 234 280                         | 52 625                         |
| 2024     | 4 996                       | 4 936                         | 3 107 478                      | 3 528 156                 | 159 432                          | 134 734                            | 172 693                                     | 235 675                     | 2 299 992                      | 250 849                         | 56 471                         |
| 2025     | 5 059                       | 4 999                         | 3 294 913                      | 3 718 892                 | 175 050                          | 149 527                            | 172 693                                     | 235 675                     | 2 429 818                      | 262 500                         | 55 141                         |

## Annexe 4 : Information impacts environnementaux

La loi de finances instaure l'obligation pour les collectivités et les groupements de plus de 3.500 habitants de se doter d'un "**budget vert**" (art. 191), c'est-à-dire un document budgétaire **présentant l'impact environnemental de leurs dépenses**. À partir de l'exercice 2024, ce document présentera dans les collectivités concernées "*les dépenses d'investissement qui, au sein du budget, contribuent négativement ou positivement, à tout ou partie des objectifs de transition écologique de la France*", selon les parlementaires Renaissance à l'origine de la mesure. Un arrêté interministériel fixera le modèle de présentation.

Les collectivités de plus de 3.500 habitants ont aussi désormais la possibilité "d'identifier et isoler" la part de leur endettement consacrée à financer des investissements concourant à des objectifs environnementaux (art. 192), ce que l'on appelle couramment la "**dette verte**".

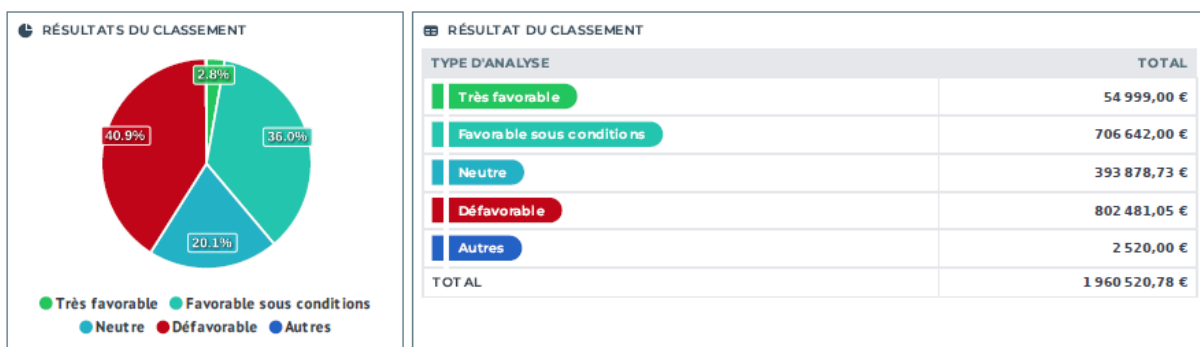
La mise en place de l'annexe se fait par étapes progressives. Les dépenses budgétaires d'investissement devront à terme être cotées selon 6 axes :

- Axe 1 : atténuation du changement climatique ;
- Axe 2 : adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;
- Axe 3 : gestion des ressources en eau ;
- Axe 4 : transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;
- Axe 5 : prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;
- Axe 6 : préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

### Résultats du classement

Cette étape clé de l'analyse climatique des budgets vise à évaluer les dépenses identifiées comme "à analyser" en utilisant des hypothèses structurantes. Ces hypothèses servent de base pour estimer l'impact climatique de ces lignes budgétaires, même en l'absence de données détaillées.

- Très favorable :** Dépenses ayant un impact majeur et direct sur la réduction des émissions de GES (ex. développement des énergies renouvelables).
- Plutôt favorable :** Dépenses contribuant positivement, mais avec un impact limité ou indirect (ex. amélioration des transports publics).
- Favorable sous conditions :** Dépenses potentiellement bénéfiques si certaines conditions climatiques sont respectées (ex. construction de bâtiments bas-carbone).
- Neutre :** Dépenses sans impact significatif sur les émissions de GES (ex. dépenses administratives courantes).
- Défavorable :** Dépenses augmentant directement ou indirectement les émissions de GES (ex. extension d'infrastructures routières sans mesures compensatoires).
- Autres :** Dépenses indéfinies ou hors périmètre nécessitant une analyse spécifique ou méthodologique supplémentaire.



## AXE 1: Atténuation du changement climatique

L'axe 1 : Atténuation du changement climatique se concentre sur l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre (GES), c'est-à-dire les actions visant à réduire ces émissions ou à augmenter le stockage de carbone.

**Favorables :** Dépenses ayant un impact positif sur le climat

**Défavorables :** Dépenses ayant un impact négatif sur le climat

**Neutres :** Dépenses sans impact significatif sur le climat

**Non cotées :** Dépenses pour lesquelles l'impact climatique n'est pas évalué

| AXE1: ATTÉNUATION DU CHANGEMENT CLIMATIQUE PAR FONT ION           |                    |              |              |              |            |
|---|--------------------|--------------|--------------|--------------|------------|
| TYPE DE DÉPENSE   | TOTAL DES DÉPENSES | FAVORABLES   | DÉFAVORABLES | NEUTRES      | NON COTÉES |
| 0 - Services généraux   | 206 573,98 €       | 40 919,80 €  | -            | 165 654,18 € | -          |
| 1 - Sécurité  | 804 450,87 €       | -            | 756 305,55 € | 48 145,32 €  | -          |
| 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage      | 56 409,06 €        | 12 067,61 €  | -            | 44 341,45 €  | -          |
| 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs             | 649 928,50 €       | 647 408,50 € | -            | -            | 2 520,00 € |
| 4 - Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI) | -                  | -            | -            | -            | -          |
| 43 - APA  | -                  | -            | -            | -            | -          |
| 44 - RSA - Régularisations des RMI                                | -                  | -            | -            | -            | -          |
| 5 - Aménagement des territoires et habitat                        | 52 421,59 €        | 6 246,09 €   | 46 175,50 €  | -            | -          |
| 6 - Action économique   | -                  | -            | -            | -            | -          |
| 7 - Environnement   | 10 840,00 €        | -            | -            | 10 840,00 €  | -          |
| 8 - Transports  | 179 896,78 €       | 54 999,00 €  | -            | 124 897,78 € | -          |

## AXE 1: Atténuation du changement climatique

L'axe 1 : Atténuation du changement climatique se concentre sur l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre (GES), c'est-à-dire les actions visant à réduire ces émissions ou à augmenter le stockage de carbone.

**Favorables :** Dépenses ayant un impact positif sur le climat

**Défavorables :** Dépenses ayant un impact négatif sur le climat

**Neutres :** Dépenses sans impact significatif sur le climat

**Non cotées :** Dépenses pour lesquelles l'impact climatique n'est pas évalué

| AXE1: ATTÉNUATION DU CHANGEMENT CLIMATIQUE PAR NATURE  |                    |              |              |              |            |
|--|--------------------|--------------|--------------|--------------|------------|
| TYPE DE DÉPENSE  | TOTAL DES DÉPENSES | FAVORABLES   | DÉFAVORABLES | NEUTRES      | NON COTÉES |
| Immobilisations incorporelles  | 106 481,06 €       | 74 961,06 €  | 24 000,00 €  | 5 000,00 €   | 2 520,00 € |
| Terrains   | 17 440,00 €        | 10 440,00 €  | -            | 7 000,00 €   | -          |
| Constructions  | 35 500,00 €        | 1 627,61 €   | -            | 33 872,39 €  | -          |
| Réseaux et installations de voirie et réseaux divers   | 179 896,78 €       | 54 999,00 €  | -            | 124 897,78 € | -          |
| Immobilisations corporelles en cours   | 1 569 908,54 €     | 619 613,33 € | 727 186,65 € | 223 108,56 € | -          |
| Immobilisations mises en concession, affermage ou à disposition et immobilisations affectées | -                  | -            | -            | -            | -          |
| Autres immobilisations corporelles   | 51 294,40 €        | -            | 51 294,40 €  | -            | -          |

## Annexe 5 : Divers éléments d'analyse financière

- Indicateurs comptables

**Tableau de Synthèse**

|   |  |  | Décembre 2025 | Décembre 2024 | 2024      | 2025 |
|---|--|--|---------------|---------------|-----------|------|
| <b>Suivi de la dépense</b>              | Nombre de lignes de mandats émises                         |  | 5 045         | 4 581         |           |      |
|   | Délai global de paiement                                   |  | 19,88         | 24,27         |           |      |
|   | Taux de représentativité du DGP                            |  | 100,00 %      | 99,89 %       |           |      |
|   | Délai de paiement du comptable                             |  | 3,97          | 2,72          |           |      |
|   | Délai de paiement de l'ordonnateur                         |  | 15,90         | 21,54         |           |      |
|   | Part des mandats payés avec date d'échéance (en nombre)    |  | 38,94 %       | 47,67 %       |           |      |
|   | Part des mandats payés à date d'échéance (en nombre)       |  | 98,89 %       | 100,00 %      |           |      |
| <b>Recouvrement des produits locaux</b> | Nombre de lignes de titres émises                          |  | 1 300         | 1 171         |           |      |
|   | Taux de recouvrement par collectivité exercice courant     |  | 85,79 %       | 77,74 %       |           |      |
|   | Taux de recouvrement par collectivité exercice précédent   |  | 97,47 %       | 97,47 %       |           |      |
|   | Taux de recouvrement par produit                           |  |               |               |           |      |
|   | Délai de recouvrement                                      |  | 126,69        | 326,92        |           |      |
|   | Moyens d'encaissement en montant et en nombre cumulés      |  |               |               |           |      |
|   | Moyens d'encaissement en régie en montant cumulé           |  |               |               |           |      |
|   | Montant moyen des actes de poursuites                      |  | 2 643         | 5 566         |           |      |
| <b>Gestion</b>                          | Taux de consommation des dépenses de fonctionnement réel   |  | 91 %          | 89 %          | 92 %      |      |
|   | Taux de consommation des dépenses d'investissement réel    |  | 79 %          | 47 %          | 48 %      |      |
|   | Suivi des opérations à régulariser en dépense (en nombre)  |  | 0             | 2             |           |      |
|   | Suivi des opérations à régulariser en dépense (en montant) |  | 0             | 31 234        |           |      |
|   | Suivi des opérations à régulariser en recette (en nombre)  |  | 32            | 23            |           |      |
|   | Suivi des opérations à régulariser en recette (en montant) |  | 735 036       | 2 968 500     |           |      |
|   | Evolution de la trésorerie                                 |  | 756 604       | 2 576 220     |           |      |
|   | Indicateur de pilotage comptable                           |  |               |               | 91,67/100 |      |

- Équilibres financiers rétrospectifs

### VUE D'ENSEMBLE en €

| EQUILIBRES FINANCIERS                                 | CA 2020   | CA 2021   | CA 2022   | CA 2023   | CA 2024   | CAP 2025  | % an      |
|---|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| RECETTES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT (hors 775)         | 4 698 876 | 4 738 770 | 5 147 017 | 5 316 429 | 5 419 617 | 5 427 942 | 2,93 %    |
| RECETTES DE GESTION (hors R76, R77 & R78)             | 4 678 377 | 4 726 845 | 4 983 825 | 5 162 470 | 5 419 604 | 5 420 557 | 2,99 %    |
| dont fiscalité directe locale (R731)                  | 2 251 596 | 2 329 362 | 2 427 729 | 2 630 464 | 2 793 082 | 2 794 863 | 4,42 %    |
| dont dotations & participations (R74)                 | 1 481 525 | 1 381 788 | 1 445 143 | 1 548 836 | 1 595 036 | 1 664 411 | 2,36 %    |
| DÉPENSES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT                    | 3 756 149 | 3 752 065 | 4 128 104 | 4 403 164 | 4 133 819 | 4 461 012 | 3,50 %    |
| DÉPENSES DE GESTION (hors D66, D67 & D68)             | 3 627 262 | 3 702 462 | 4 043 513 | 4 262 593 | 3 957 056 | 4 193 157 | 2,94 %    |
| dont dépenses de personnel (D012)                     | 1 933 682 | 2 012 954 | 2 099 079 | 2 156 593 | 2 140 844 | 2 247 715 | 3,06 %    |
| ÉPARGNE DE GESTION                                    | 1 051 115 | 1 024 383 | 940 312   | 899 877   | 1 462 548 | 1 227 400 | 3,15 %    |
| Frais financiers                                      | 109 954   | 49 597    | 84 580    | 138 295   | 145 559   | 167 650   | 8,80 %    |
| Soldes financiers, exceptionnels et provisions        | 1 566     | 11 919    | 163 181   | 151 683   | -31 191   | -92 820   | -         |
| ÉPARGNE BRUTE (CAF)                                   | 942 727   | 986 705   | 1 018 913 | 913 265   | 1 285 798 | 966 930   | 0,51 %    |
| CAF COMPTABLE (y.c. travaux en régie)                 | 988 817   | 1 032 741 | 1 067 713 | 960 982   | 1 329 590 | 966 930   | -0,45 %   |
| Amortissement du capital de la dette                  | 563 750   | 562 477   | 461 481   | 384 119   | 369 666   | 450 000   | -4,41 %   |
| ÉPARGNE NETTE (CAF NETTE)                             | 378 977   | 424 228   | 557 432   | 529 146   | 916 132   | 516 930   | 6,41 %    |
| CAF NETTE COMPTABLE (y.c. travaux en régie)           | 425 067   | 470 264   | 606 232   | 576 863   | 959 924   | 516 930   | 3,99 %    |
| DÉPENSES D'INVESTISSEMENT (hors dette)                | 2 056 454 | 739 572   | 2 012 107 | 805 915   | 2 982 513 | 2 866 779 | 6,87 %    |
| RECETTES D'INVESTISSEMENT (y.c. cessions, hors dette) | 260 194   | 762 372   | 1 088 849 | 574 098   | 1 019 527 | 2 294 457 | 54,55 %   |
| EMPRUNTS NOUVEAUX                                     | 0         | 0         | 5 200     | 0         | 2 390 000 | 0         | -         |
| SOLDE DE CLÔTURE REPORTÉ                              | 2 043 256 | 795 092   | 1 242 362 | 881 869   | 1 769 327 | 2 522 347 | 4,30 %    |
| RÉSULTAT DE CLÔTURE AU 31/12                          | 625 973   | 1 242 120 | 881 736   | 1 179 198 | 3 112 473 | 2 466 955 | 31,56 %   |
| ENCOURS DE DETTE AU 31/12                             | 6 925 312 | 6 362 835 | 5 906 554 | 5 522 435 | 7 542 769 | 0         | -100,00 % |